

**RAPPORT DU COMITE  
DE POLITIQUE MONETAIRE**

**PREMIER TRIMESTRE 2020**

**Août 2020**

---



# TABLE DES MATIERES

LISTE DES ACRONYMES	ii
RESUME ANALYTIQUE	1
<b>1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL</b>	<b>3</b>
1.1. Croissance du PIB mondial	3
1.2. Commerce mondial	4
1.3. Prix des matières premières et inflation	5
1.4. Politique monétaire dans les pays développés	6
1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA	6
<b>2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI</b>	<b>9</b>
2.1. Production et prix	9
2.2. Secteur extérieur	10
2.2.1. Balance des paiements	10
2.2.2. Commerce extérieur	12
2.3. Finances et dette publiques	14
2.4. Secteur monétaire	15
2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts	15
2.4.2. Base monétaire	17
2.4.3. Masse monétaire et contreparties	18
2.4.4. Avoirs extérieurs du secteur bancaire	20
2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière	21
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire	21
2.5.1.1. Principales ressources	21
2.5.1.2. Principaux emplois	22
2.5.2. Stabilité financière	22
2.5.2.1. Qualité du portefeuille crédit	22
2.5.2.2. Adéquation des fonds propres	24
2.5.2.3. Rentabilité du secteur bancaire	25
<b>3. CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE</b>	<b>26</b>

## LISTE DES ACRONYMES

<b>AFSS</b>	: Afrique Sub-saharienne
<b>AEN</b>	: Avoirs Extérieurs Nets
<b>AIN</b>	: Avoirs Intérieurs Nets
<b>BCE</b>	: Banque Centrale Européenne
<b>BIF</b>	: Franc Burundi
<b>BRB</b>	: Banque de la République du Burundi
<b>CEA</b>	: Communauté Est Africaine
<b>CIF</b>	: Cost Insurance and Fret
<b>FMI</b>	: Fonds Monétaire International
<b>FOB</b>	: Free On Board (Franco à Bord)
<b>IPC</b>	: Indice des Prix à la Consommation
<b>ISTEEBU</b>	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
<b>KES</b>	: Shilling Kenyan
<b>M2, M3</b>	: Masse Monétaire au sens large
<b>MBIF</b>	: Millions de Francs Burundi
<b>Mds</b>	: Milliards
<b>MFBPE</b>	: Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique
<b>MUSD</b>	: Millions de Dollars Américains
<b>OCDE</b>	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
<b>PIB</b>	: Produit Intérieur Brut
<b>REGIDESO</b>	: Régie de Production et de Distribution des Eaux et d'Electricité
<b>RWF</b>	: Franc Rwandais
<b>ROA</b>	: Return on Assets (Rentabilité des actifs)
<b>ROE</b>	: Return on Equity (Rentabilité des capitaux propres)
<b>TZS</b>	: Shilling Tanzanien
<b>UGX</b>	: Shilling Ougandais
<b>USD</b>	: Dollar Américain

## RESUME ANALYTIQUE

L'activité économique mondiale s'est contractée au premier trimestre 2020, en particulier dans les pays avancés de l'OCDE (-1,8%), suite aux effets néfastes des mesures de confinement liées à la pandémie de la COVID-19. Le commerce mondial a ralenti en 2019 par rapport à l'année précédente, suite principalement à la persistance des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine. L'inflation globale s'est presque stabilisée dans l'ensemble des pays de l'OCDE, en rapport avec la baisse des prix des produits énergétiques qui a compensé la légère hausse des prix des produits alimentaires.

Selon les prévisions du FMI de juin 2020, l'économie mondiale déclinerait de 4,9% en 2020 contre une croissance de 2,9% en 2019, suite principalement aux perturbations de l'activité économique causées par la pandémie de la COVID-19.

D'après les mêmes projections du FMI, l'activité économique pourrait se contracter en Afrique sub-saharienne (-3,2% en 2020 contre +3,1% en 2019). Les effets de la COVID-19 entraîneraient une forte baisse des revenus des principaux pays exportateurs des produits de base, notamment le Nigéria et l'Afrique du Sud.

De même, l'activité économique de la CEA pourrait décélérer en 2020 (1,0% contre une croissance de 5,7% en 2019). Toutefois, cette région resterait résiliente à la crise liée à la pandémie de la COVID-19

suite aux effets positifs de la baisse du cours du pétrole, aux investissements importants en infrastructures et à l'amélioration de la production agricole dans certains pays.

Au niveau de la conjoncture économique nationale, la production du thé sec a augmenté pendant que celle du café vert a diminué au premier trimestre 2020 par rapport au même trimestre de 2019. Après une longue période de déflation, l'inflation a augmenté au premier trimestre 2020, en liaison avec la hausse des prix des produits alimentaires.

Au premier trimestre 2020, la balance des paiements s'est soldée par un besoin de financement (compte courant et compte de capital) plus important que celui du trimestre correspondant de 2019, résultant de l'aggravation du déficit du compte courant.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire (dons inclus) s'est allégé, en liaison avec l'augmentation des recettes et la diminution des dépenses. Ce déficit a été financé par un endettement intérieur et extérieur net.

En glissement annuel, la base monétaire s'est accrue de 6,1%, en rapport avec l'augmentation des avoirs intérieurs nets. De même, la masse monétaire a augmenté de 17,2%, en liaison avec la hausse des avoirs intérieurs nets. Les réserves officielles se sont légèrement

et couvraient 0,9 mois contre 0,7 mois d'importations de biens et services à la même période de l'année précédente.

Le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé et rentable,

et toutes les normes réglementaires et prudentielles ont été respectées. Tous les principaux indicateurs de solidité financière se sont améliorés.

## ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

### 1.1. Croissance du PIB mondial

En glissement trimestriel, l'activité économique mondiale s'est contractée au premier trimestre 2020, en particulier dans les pays avancés de l'OCDE (-1,8%), suite aux effets néfastes de la COVID-19.

Pour les pays émergents, seule l'Inde (+0,7%) et la Turquie (+0,6%) ont connu des taux de croissance positifs pendant que la Chine a enregistré la plus forte contraction de l'activité économique (-9,8%).

Tableau 1: Croissance du PIB des principaux pays avancés et émergents (en %)

	Glissement trimestriel			Glissement annuel		
	T1-2019	T4-2019	T1-2020	T1-2019	T4-2019	T1-2020
États-Unis	0,8	0,5	-1,3	2,7	2,3	0,3
Japon	0,6	-1,9	-0,6	0,8	-0,7	-1,9
Royaume uni	0,7	0,0	-2,0	2,0	1,1	-1,6
Zone euro	0,5	0,1	-3,6	1,5	1,0	-3,1
<b>OCDE - Total</b>	<b>0,6</b>	<b>0,2</b>	<b>-1,8</b>	<b>1,8</b>	<b>1,6</b>	<b>-0,8</b>
Chine	1,4	1,5	-9,8	6,4	6,0	-6,8
Turquie	2,1	1,9	0,6	-2,1	5,9	4,4
Inde	1,4	0,9	0,7	5,4	4,1	3,3

Source : OCDE, principaux indicateurs économiques, juin 2020

Dans les pays avancés, seuls les États-Unis ont enregistré un taux de croissance positif du PIB de 0,3% en glissement annuel. Toutefois, l'activité économique s'est contractée de 1,3% en glissement trimestriel. Dans la Zone euro, au Royaume-Uni et au Japon, le PIB s'est contracté aussi bien en glissement trimestriel qu'en glissement annuel.

Selon les prévisions du FMI<sup>1</sup>, l'économie mondiale déclinerait de 4,9% en 2020 contre une croissance de 2,9% en 2019, suite principalement aux perturbations de l'activité économique causées par la pandémie de la COVID-19.

<sup>1</sup> FMI, Perspectives de l'économie mondiale, juin 2020

Tableau 2: Croissance économique mondiale (en %)

	2018	2019	2020(p)
<b>PIB mondial</b>	<b>3,6</b>	<b>2,9</b>	<b>-4,9</b>
<b>Pays avancés</b>	<b>2,2</b>	<b>1,7</b>	<b>-8,0</b>
Etats-Unis	2,9	2,3	-8,0
Zone euro	1,9	1,3	-10,2
Japon	0,3	0,7	-5,8
Royaume-Uni	1,3	1,4	-10,2
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>4,5</b>	<b>3,7</b>	<b>-3,0</b>
Chine	6,7	6,1	1,0
Inde	6,1	4,2	-4,5
Afrique subsaharienne	3,2	3,1	-3,2
Nigeria	1,9	2,2	-5,4
Afrique du Sud	0,8	0,2	-8,0

(p): projections

Source: FMI, Perspectives économiques mondiales, juin 2020

Dans les pays avancés, l'activité économique devrait se replier de 8,0% en 2020. Aux Etats-Unis, il est attendu une décroissance de 8,0% contre une croissance de 2,3% enregistrée en 2019. Dans la Zone euro, l'économie se contracterait de 10,2% contre une croissance de 1,3% en 2019.

Dans les pays émergents et en développement, le PIB se contracterait de 3,0% contre une croissance de 3,7% en 2019. La croissance de la Chine, principal moteur de croissance du groupe, devrait considérablement décélérer (1,0 contre 6,1%).

En Afrique subsaharienne, l'activité économique pourrait décliner (-3,2 contre +3,1%), suite aux conséquences de la COVID-19 et à la forte baisse des

revenus des pays exportateurs du pétrole consécutif à la chute des cours. Au Nigeria, il est prévu une contraction de 5,4% pour le PIB en 2020, au moment où l'activité fléchirait de 8,0% en Afrique du Sud, principal exportateur des produits de base.

## 1.2. Commerce mondial

En 2019, le commerce mondial a ralenti (+0,9 contre +3,8%), suite principalement à la persistance des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine. En 2020, le commerce mondial pourrait se replier de 11,9%, en raison du ralentissement économique généralisé dans le monde, amplifié par les perturbations causées par la COVID-19.

Tableau 3 : Croissance du commerce mondial (en %)

	2018	2019	2020(p)
<b>Commerce mondial (biens et services)</b>	<b>3,8</b>	<b>0,9</b>	<b>-11,9</b>
Pays avancés	3,4	1,5	-13,4
Pays émergents et en développement	4,5	0,1	-9,4

Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, juin 2020

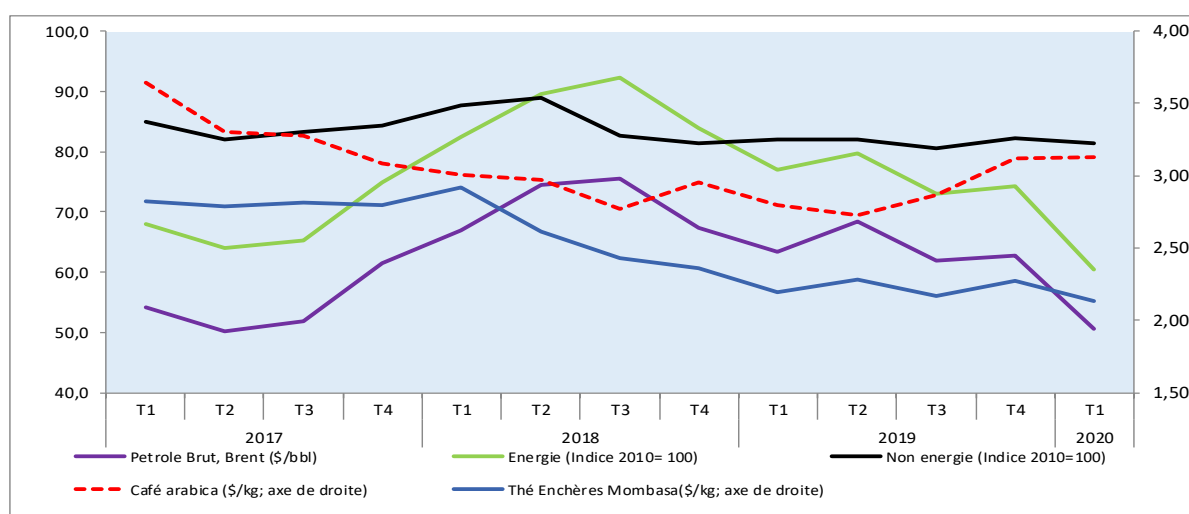


### 1.3. Prix des matières premières et inflation

Par rapport au trimestre précédent, les prix des matières premières ont globalement baissé au cours du premier trimestre 2020. En effet, le cours du pétrole brut (Brent) s'est établi à 50,50 contre 62,70 dollars par baril. Le cours du café arabica s'est presque stabilisé,

passant de 3,12 à 3,13\$/kg et le prix du thé aux enchères de Mombassa s'est établi à 2,13 contre 2,27\$/kg le trimestre précédent. L'indice de l'énergie (60,50 contre 74,20) ainsi que celui des produits non énergétiques (81,40 contre 82,0) ont reculé d'un trimestre à l'autre.

Graphique 1 : Prix des matières premières



Source: Banque Mondiale, prix des matières premières, juin 2020

D'un trimestre à l'autre, l'inflation a légèrement augmenté dans les principaux pays avancés et émergents à l'exception de l'Inde, en raison

principalement de la hausse des prix des denrées alimentaires consécutive à la COVID-19 qui a perturbé les approvisionnements en produits alimentaires.

Tableau 4: Inflation dans les principaux pays avancés et émergents (en %)

	En glissement annuel		
	T1-2019	T4-2019	T1-2020
États-Unis	1,64	2,03	2,12
Japon	0,30	0,49	0,53
Royaume-Uni	1,80	1,40	1,70
Zone euro	1,43	1,00	1,11
<b>OCDE - Total</b>	<b>2,16</b>	<b>1,90</b>	<b>2,13</b>
Chine	1,83	4,27	4,97
Inde	7,08	8,62	6,61

Source: OCDE, Principaux indicateurs économiques, juin 2020

Par rapport à la même période de 2019, l'inflation globale s'est presque stabilisée (2,13 contre 2,16%) dans l'ensemble des pays de l'OCDE au premier trimestre 2020 et a augmenté dans les principaux pays émergents, notamment en Chine (4,97 contre 1,83%). Elle a, par contre, décéléré en Inde (6,61 contre 7,08%).

#### 1.4. Politique monétaire dans les pays développés

Au cours du premier trimestre 2020, les banques centrales de la plupart des pays avancés ont maintenu leurs politiques monétaires accommodantes. La baisse de la demande globale consécutive à la pandémie de la COVID-19 a motivé les banques centrales à prendre des mesures ciblées en vue de soutenir leurs économies.

Aux Etats-Unis, la Réserve Fédérale a baissé à deux reprises le taux directeur au mois de mars 2020, successivement de 50 points et de 100 points de base. La fourchette cible qui était de 1,50 à 1,75% à fin 2019 s'est établie entre 1,00 à 1,25% le 03 mars 2020 et de 0,0 à 0,25% le 15 mars 2020.

Dans la Zone euro, la Banque Centrale Européenne (BCE) a maintenu inchangés les taux d'intérêts des opérations principales de refinancement ainsi que

ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt, respectivement 0,00%, 0,25% et -0,50%. Elle a poursuivi le rachat des actifs et le réinvestissement des remboursements pour maintenir des conditions de liquidité favorables aux banques.

La Banque du Japon a continué d'appliquer un taux d'intérêt négatif sur les facilités de dépôts (-0,1%) et a poursuivi son programme de rachats des obligations du Trésor aussi longtemps que nécessaire pour atteindre et maintenir le niveau cible d'inflation de 2%.

#### 1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA<sup>2</sup>

Selon les prévisions du FMI de juin 2020, l'activité économique de la CEA pourrait décélérer à 1,0% en 2020 contre une croissance de 5,7% en 2019. Toutefois, cette région resterait plus résiliente à la crise liée à la pandémie de la COVID-19 et à la baisse des cours des produits de base que l'ensemble de l'Afrique subsaharienne (-3,2 contre +3,1%). Cette résilience de la CEA à la crise liée à la pandémie de la COVID-19 est liée aux effets positifs de la baisse du cours du pétrole, aux investissements importants en infrastructures et à l'amélioration de la production agricole dans certains pays.

<sup>2</sup> Les données du Sud Soudan ne sont pas disponibles.

Tableau 5: Croissance du PIB dans les pays de la CEA<sup>3</sup> (en %)

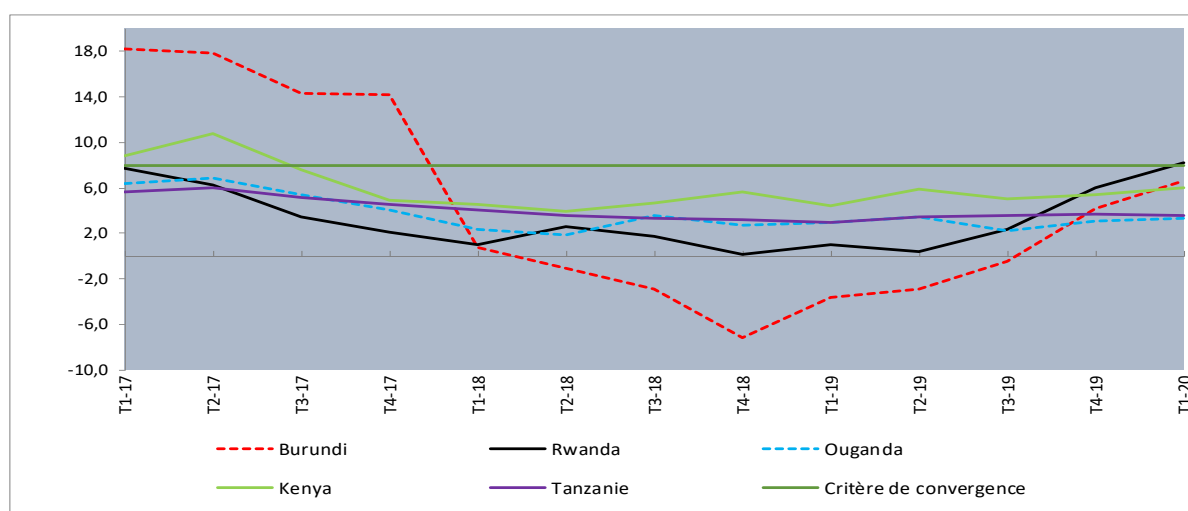
	2017	2018	2019	2020( p)
Burundi	3,8	4,2	4,1	4,3
Kenya	4,9	6,3	5,4	-0,3
Ouganda	5,0	6,3	4,5	1,8
Rwanda	6,1	8,6	10,1	2,0
Tanzanie	6,8	7,0	6,3	1,9
CAE	5,4	6,6	5,7	1,0
AfSS	3,0	3,2	3,1	-3,2

Source : FMI, <https://www.imf.org/external/datamapper>, juin 2020

Au cours du premier trimestre 2020, l'inflation a légèrement augmenté dans les pays de la CEA, à l'exception de la Tanzanie, mais est resté inférieur au critère de convergence de 8,0% pour la plupart des pays membres.

En moyenne trimestrielle, l'inflation est passée de 5,5 à 6,0% au Kenya, de 3,0 à 3,3% en Ouganda, de 4,4 à 6,6% au Burundi et de 6,0 à 8,2% au Rwanda. Elle s'est stabilisée à 3,6% en Tanzanie.

Graphique 2 : Inflation dans les pays de la CEA (en %)



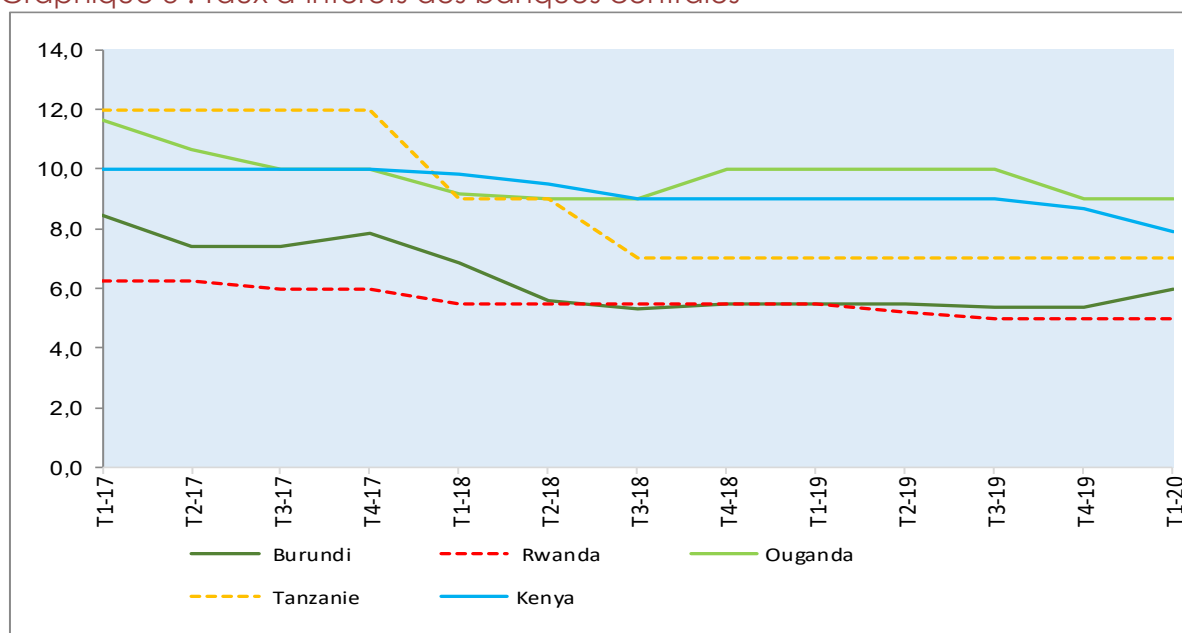
Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

Les banques centrales de la CEA ont maintenu leurs politiques monétaires accommodantes pour soutenir l'économie. D'autres mesures de stabilisation du secteur financier ont été prises suite à la pandémie de la

COVID-19, notamment la réduction du coefficient des réserves obligatoires, l'allégement des conditions sur les crédits et la restructuration des plans de remboursement des crédits en cours.

<sup>3</sup> Les données du Burundi sont tirées du Cadrage macroéconomique du Burundi, mars 2019.

Graphique 3 : Taux d'intérêts des banques centrales



Source: Sites des banques centrales des pays de la CEA

Comparés au trimestre précédent, les taux d'intérêts des banques centrales du Rwanda (5,0%) et de la Tanzanie (7,0%), de l'Ouganda (9,0%) et du Burundi (6,0%) sont restés inchangés au cours du premier trimestre 2020 pendant qu'il a baissé au Kenya (7,9 contre 8,7%).

En outre, les monnaies des pays de la CEA ont annuellement fluctué dans les marges de 5,0% convenues dans le cadre du maintien de la stabilité du taux de change.

Tableau 6 : Taux de change de l'USD par rapport aux monnaies des pays de la CEA

	Fin de période				
	USD/TZS	USD/RWF	USD/UGX	USD/KES	USD/BIF
mars-19	2 289,50	888,86	3 715,13	100,75	1 828,30
déc-19	2 287,90	922,52	3 665,20	101,50	1 881,60
mars-20	2 289,90	930,70	3 784,80	104,70	1 898,90
Variation Mar-20/Mar-19 (%)	0,02	4,71	1,88	3,92	3,86
Variation Mar-20/Déc-19 (%)	0,09	0,89	3,26	3,15	0,92

Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

## CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

### 2.1. Production et prix

Au premier trimestre 2020, la production du thé sec a augmenté de 4,5% par rapport à la même période de l'année précédente, s'établissant à 3.658,0 contre 3.499,0 tonnes, suite à la bonne pluviosité. Par contre, la production du café vert a fortement diminué de 88,2%, s'établissant à 673,0 contre 5.691,6 tonnes à la même période de 2019, en liaison avec la cyclicité du caféier.

L'indice moyen de la production industrielle a baissé de 8,2% par rapport au premier trimestre de 2019, suite essentiellement au fléchissement de la production dans les industries alimentaires (-11,9%), surtout la production de boissons de la BRARUDI (-6,9%) et de cigarettes (-30,9%). Par rapport au trimestre précédent, cet indice a chuté de 15,6%, passant de 144,7 à 122,0, en liaison principalement avec le repli de la production des boissons de la BRARUDI (-2,0%) et la fin de la campagne sucrière.

La production d'électricité de la REGIDESO a augmenté de 6,9% par rapport au trimestre correspondant de 2019, passant de 61.689 à 65.933 Mégawatts, en liaison avec la bonne

pluviosité. De même, elle s'est accrue de 4,8% par rapport au trimestre précédent.

Le volume des marchandises transitant au port de Bujumbura s'est accru de 15,0% par rapport au même trimestre de 2019 et de 20,1% par rapport au trimestre précédent, en liaison avec l'augmentation des importations de ciment, de clinker et de sucre.

L'activité a baissé à l'aéroport international Melchior NDADAYE au premier trimestre 2020. Le nombre de passagers a régressé de 9,2% en glissement annuel, en rapport avec les mesures prises de réduction des vols des aéronefs pour faire face à la propagation de la COVID-19. De même, le nombre de passagers a baissé de 24,8% par rapport au trimestre précédent. Le trafic des aéronefs a augmenté de 24,5% en glissement annuel tandis qu'il a baissé de 4,8% en glissement trimestriel.

Pour l'année 2020, le taux de croissance, qui était initialement projeté à 4,3% avant la survenance de la pandémie de la COVID-19, pourrait être négatif. L'inflation pourrait atteindre 8,0 contre -0,7% en 2019.

Tableau 7 : Croissance du PIB réel et inflation (en %)

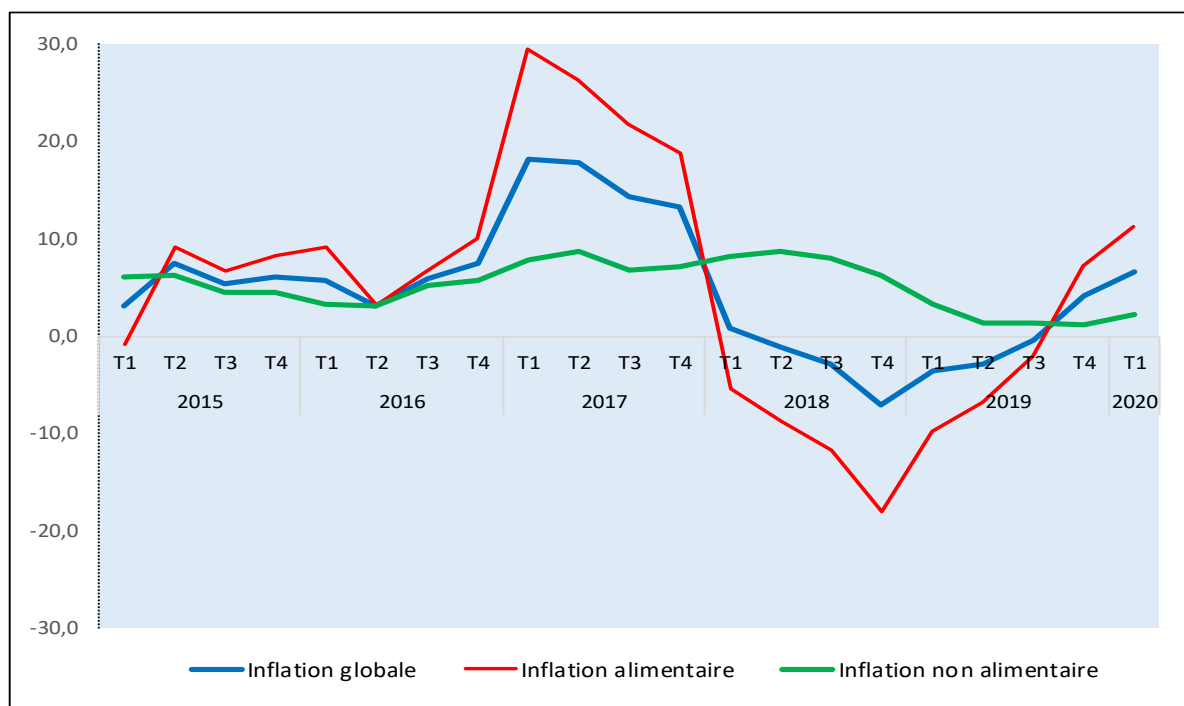
	2017	2018	2019	2020 (Prév.)
<b>1. Croissance du PIB réel</b>	<b>3,8</b>	<b>4,2</b>	<b>4,1</b>	<b>4,3</b>
Secteur primaire	0,2	5,2	3,8	4,3
Secteur secondaire	7,6	-0,3	-0,6	3,3
Secteur tertiaire	4,0	6,4	5,8	4,7
<b>2. Inflation</b>	<b>16,6</b>	<b>-2,8</b>	<b>-0,7</b>	<b>8,0</b>

Source : Données du Cadrage macroéconomique, mars 2020

Le taux d'inflation s'est accru au premier trimestre 2020, et s'est établi à 6,6% alors qu'il était de -3,6% au trimestre correspondant de 2019. Cette

augmentation est expliquée par la hausse des prix des produits alimentaires (11,2 contre -9,9%), l'inflation non alimentaire ayant décéléré (2,3 contre 3,3%).

Graphique 4 : Inflation par principales composantes (en %)



Source : Calculs de la BRB à partir des données de l'ISTEEBU

Par contre, comparé à celui du trimestre précédent, le taux d'inflation a également augmenté (6,6 contre 4,2%),

suite à la hausse, à la fois de l'inflation alimentaire (11,2 contre 7,3%) et non alimentaire (2,3 contre 1,2%).

## 2.2. Secteur extérieur

### 2.2.1. Balance des paiements

Au premier trimestre 2020, la balance des paiements s'est soldée par un besoin de financement du compte courant et de capital plus important que celui du même trimestre de 2019 (-177.085,7 contre -123.742,8 MBIF). Ce résultat est imputable

à la détérioration du solde déficitaire du compte courant (-239.705,6 contre -180.711,7 MBIF), l'excédent du compte de capital ayant légèrement augmenté (62.620,0 contre 56.968,9 MBIF).

Tableau 8: Balance des paiements (en MBIF)

	T1-2019	T1-2020
<b>COMPTE COURANT</b>	<b>-180 711,7</b>	<b>-239 705,6</b>
Crédit	291 907,6	279 255,1
Débit	472 619,3	518 960,7
Biens	-255 358,5	-308 641,4
Exportations FOB	83 713,4	61 926,9
Importations FOB	339 071,9	370 568,3
Services	-67 199,6	-103 033,4
Crédit	51 643,7	24 347,0
Débit	118 843,2	127 380,4
<b>Revenus primaires</b>	<b>3 236,3</b>	<b>6 542,4</b>
Crédit	6 588,9	14 932,7
Débit	3 352,6	8 390,3
<b>Revenus secondaires</b>	<b>138 610,0</b>	<b>165 426,8</b>
Crédit	149 961,6	178 048,4
Débit	11 351,6	12 621,7
<b>COMPTE DE CAPITAL</b>	<b>56 968,9</b>	<b>62 620,0</b>
Crédit	57 863,9	63 082,6
Débit	895,0	462,7
<b>Capacité (+)/ Besoin (-) de financement du compte courant et de capital</b>	<b>-123 742,8</b>	<b>-177 085,7</b>
<b>COMPTE FINANCIER</b>		
<b>Capacité (+)/ Besoin (-) de financement du compte financier</b>	<b>-135 980,5</b>	<b>-170 104,7</b>
Investissements directs	0,0	382,4
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	1 166,0
Accroissement net de passifs	0,0	783,6
Investissements de portefeuille	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
Dérivés financiers et option sur titres	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
Autres investissements	-110 734,7	-93 116,4
Acquisition nette d'actifs financiers	19 366,4	54 886,3
Accroissement net de passifs	130 101,1	148 002,7
Avoirs de réserves	-25 245,8	-77 370,7
<b>ERREURS ET OMISSIONS</b>	<b>-12 237,7</b>	<b>6 980,9</b>

Source : BRB

Le solde déficitaire du compte des biens s'est davantage détérioré (-308.641,4 contre -255.358,5 MBIF), résultant, à la fois, d'une hausse des importations FOB (+31.496,4 MBIF) et d'une baisse des exportations FOB (-21.786,6 MBIF). De même, le solde déficitaire du compte des services s'est aggravé (-103.033,4 contre -67.199,6 MBIF), principalement expliqué par la baisse des recettes des services fournis par les administrations publiques (1.592,1 contre 38.668,4 MBIF).

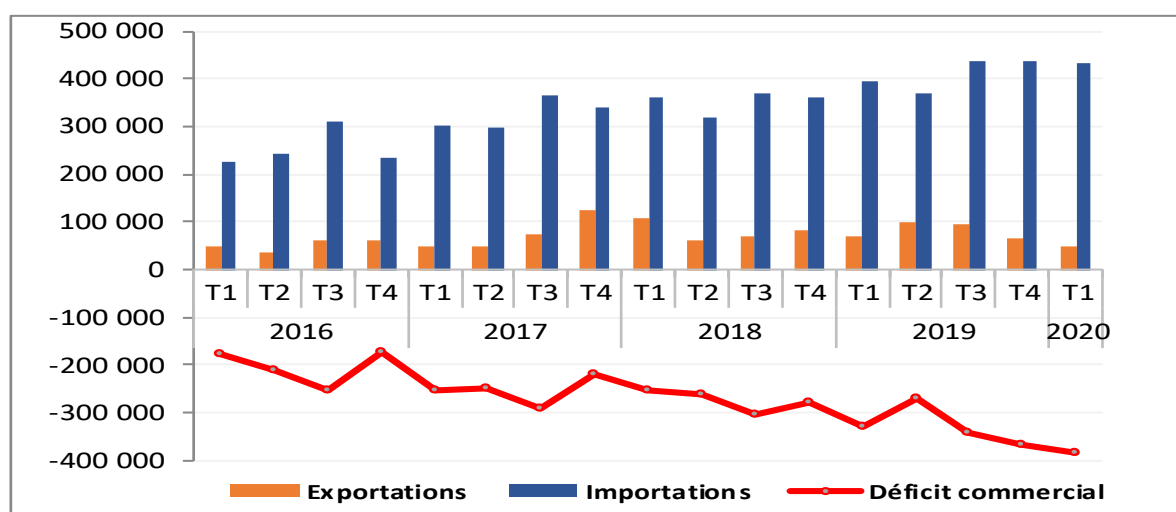
En revanche, l'excédent du compte des revenus secondaires s'est accru (165.426,8 contre 138.610,0 MBIF), suite à la hausse des transferts du secteur privé (+38.989,0 MBIF) qui a l'emporté sur la baisse des transferts du secteur public (-12.172,3 MBIF). La hausse des transferts du secteur privé a porté sur les transferts personnels (57.994,8 contre 12.711,3 MBIF), les autres transferts privés ayant diminué (94.599,7 contre 100.894,12 MBIF).

Le déficit du compte financier s'est creusé au premier trimestre 2020, il s'est établi à 170.104,7 contre 135.980,5 MBIF au trimestre correspondant de 2019. Ce déficit est principalement tiré par le solde déficitaire des autres investissements, bien qu'ayant été atténué (-93.116,4 contre -110.734,7 MBIF). S'agissant des avoirs de réserves, elles continuent à diminuer comme à la même période de l'année précédente (-77.380,7 contre -25.245,8 MBIF).

### 2.2.2. Commerce extérieur

Le déficit de la balance commerciale des biens s'est aggravé au premier trimestre 2020 par rapport au même trimestre de 2019, s'établissant à -385.663,4 contre -328.318,8 MBIF, en liaison avec l'augmentation des importations CIF (433.016,8 contre 397.107,9 MBIF), associée à la diminution des exportations CIF (47.353,4 contre 68.789,1 MBIF). Le taux de couverture des importations par les exportations s'est établi à 10,9 contre 17,3%.

Graphique 5 : Balance commerciale (en MBIF)



Source : BRB

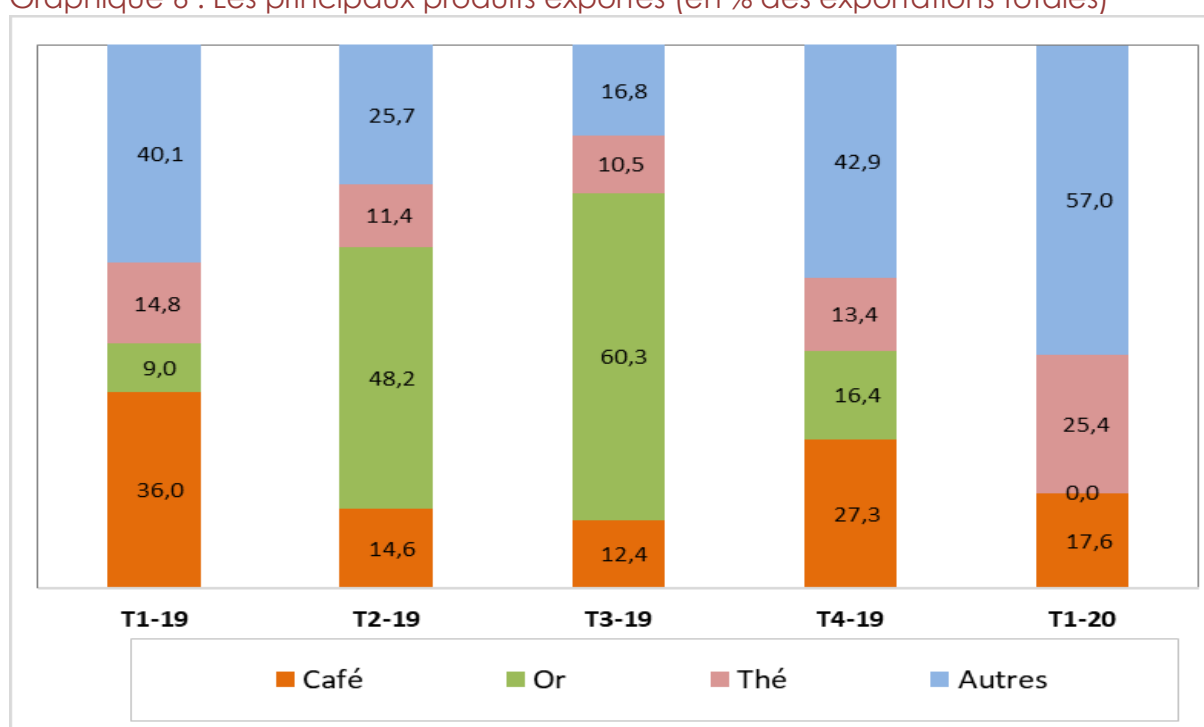


Au premier trimestre 2020, les exportations totales ont diminué de 31,2% en glissement annuel, suite à la baisse des exportations des produits primaires (28.300,8 contre 49.967,1 MBIF). Les exportations de produits manufacturés se sont presque

stabilisés (18.807,5 contre 18.822,0 MBIF).

Le recul des exportations des produits primaires a principalement affecté le café (-66,5%), l'or non monétaire (-100%) et les minerais de niobium (-34,6%).

Graphique 6 : Les principaux produits exportés (en % des exportations totales)



Source : BRB

Les importations ont augmenté de 17,5% en glissement annuel, en liaison avec la hausse des importations de biens de production (211.239,2 contre 173.010,1 MBIF) et, dans une moindre mesure, de biens d'équipement (76.683,3 contre 72.301,0 MBIF). Par contre, les importations de biens de consommation ont baissé (145.094,3 contre 151.796,8 MBIF).

La hausse des importations de biens de production a principalement porté sur les biens métallurgiques (+18.277,7 MBIF), les huiles minérales (+15.829,7 MBIF), les produits chimiques (+4.778,2 MBIF) ainsi que les biens destinés à la construction (+4.423,7 MBIF).

## 2.3. Finances et dette publiques

Au premier trimestre 2020, le déficit budgétaire (dons inclus) s'est allégé par rapport à celui du même trimestre de 2019, passant de 74.618,5 à 22.737,0 MBIF,

en liaison avec l'augmentation des recettes et la diminution des dépenses. Ce déficit a été financé par un endettement intérieur net (61.916,1 MBIF) et extérieur net (12.258,6 MBIF).

Tableau 9 : Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	2019		2020
	1er trim.	4ème trim.	1er trim.
<b>A. RECETTES ET DONNS</b>	<b>289 557,5</b>	<b>321 040,5</b>	<b>312 273,4</b>
<b>a. Recettes</b>	<b>231 759,7</b>	<b>261 238,5</b>	<b>259 401,3</b>
Recettes courantes	231 759,7	261 238,5	259 401,3
Recettes exceptionnelles	-	-	-
<b>b. Dons</b>	<b>57 797,8</b>	<b>59 802,0</b>	<b>52 872,0</b>
courants	-	-	-
en capital	57 797,8	59 802,0	52 872,0
<b>B. DEPENSES</b>	<b>364 176,0</b>	<b>372 222,4</b>	<b>335 010,3</b>
<b>a. Dépenses courantes</b>	<b>241 718,0</b>	<b>227 276,8</b>	<b>251 480,8</b>
Salaires	109 514,5	112 859,3	117 166,4
<b>b. Dépenses en capital</b>	<b>122 457,9</b>	<b>144 945,6</b>	<b>83 529,5</b>
Sur ressources nationales	45 179,0	77 916,3	13 823,7
Sur prêts et dons extérieurs	77 278,9	67 029,3	69 705,9
<b>SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base engagement)</b>	<b>-74 618,5</b>	<b>-51 181,9</b>	<b>-22 737,0</b>
<b>C. FINANCEMENT</b>	<b>74 618,5</b>	<b>51 181,8</b>	<b>22 737,0</b>
a. FINANCEMENT EXTERIEUR NET	14 838,3	2 980,0	12 258,6
b. FINANCEMENT INTERIEUR NET	49 749,1	85 276,5	61 916,1
<b>D. ERREURS ET OMISSIONS</b>	<b>10 031,1</b>	<b>-37 074,7</b>	<b>-51 437,8</b>

Source : MFBCDE

Les recettes courantes se sont accrues de 11,9% au premier trimestre 2020 par rapport à la même période de 2019, passant de 231.759,7 à 259.401,3 MBIF. Par contre, comparées avec celles du trimestre précédent, les recettes courantes ont légèrement diminué de 0,7%.

Les dons en capital ont diminué de 8,5%, s'établissant à 52.872,0 contre 57.797,8 MBIF. Par rapport au trimestre précédent, ils ont diminué de 11,6%.

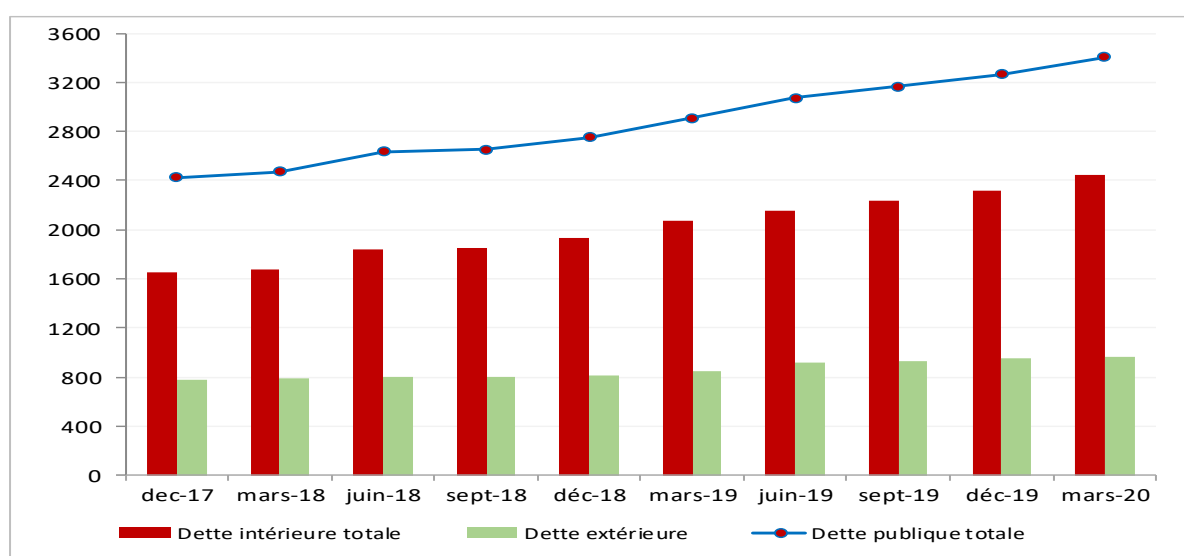
Le total des dépenses a baissé de 8,0% au premier trimestre 2020, se fixant à 335.010,3 contre 364.176,0 MBIF de la même période de l'année précédente, suite à la diminution des dépenses en

capital (-31,8%), les dépenses courantes ayant augmenté (+4,0%). Par rapport au trimestre précédent, le total des dépenses a diminué de 10,0%, principalement en liaison avec la régression des dépenses en capital (-42,4%).

La dette publique totale s'est accrue de 17,1% en glissement annuel, passant de 2.909,4 à 3.408,0 Mds de BIF et de 4,4%

par rapport au trimestre précédent. La dette intérieure a augmenté de 18,1% en glissement annuel, passant de 2.066,8 à 2.441,7 Mds de BIF et de 5,5% d'un trimestre à l'autre. Composée essentiellement des titres du Trésor et des avances de la Banque Centrale, la dette intérieure représente 71,6% de la dette publique totale.

Graphique 7 : Evolution de la dette publique (en MBIF)



Source : BRB

En glissement annuel, la dette extérieure s'est accrue de 14,7%, passant de 842.605,3 à 966.321,6 MBIF. Cet accroissement est lié aux tirages (113.873,3 MBIF) et aux plus-

values de réévaluation (27.285,4 MBIF) qui ont contrebalancé le remboursement du principal (17.442,4 MBIF).

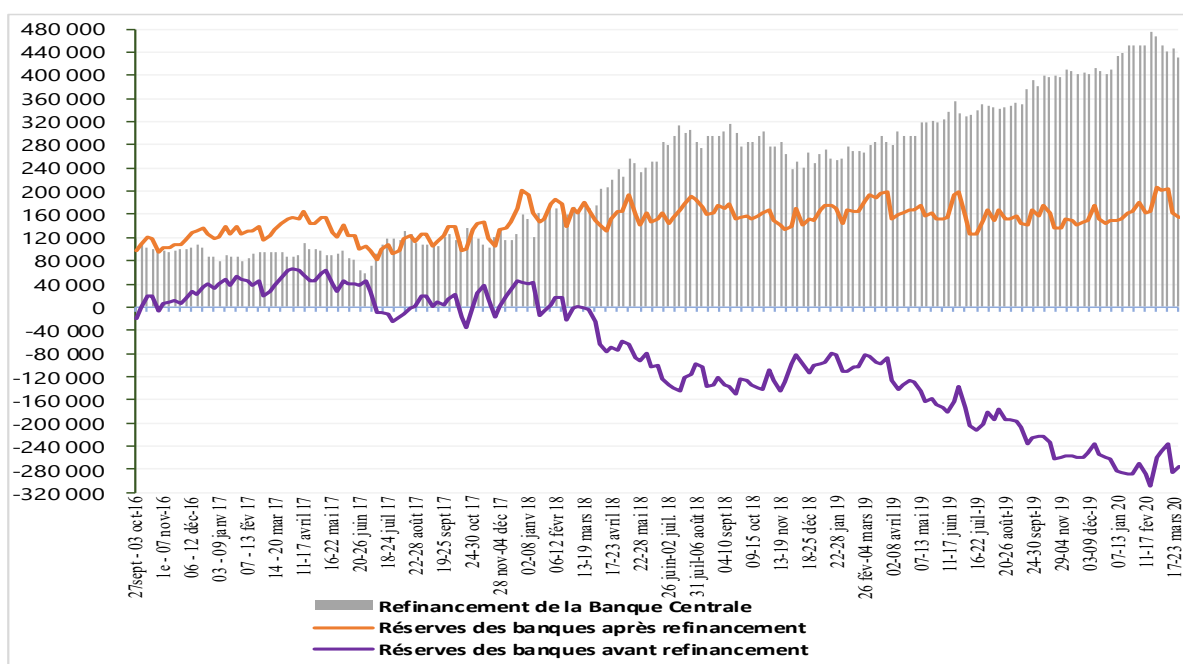
## 2.4. Secteur monétaire

### 2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts

Les réserves des banques ont augmenté au premier trimestre 2020 par rapport au quatrième trimestre 2019. Sans interventions de la Banque Centrale, elles se seraient établies, en moyenne hebdomadaire, à -275.114 contre

-296.040 MBIF et -95.661 MBIF au même trimestre de 2019. L'encours du refinancement s'est établi à 443.542 MBIF, en moyenne hebdomadaire, contre 401.467 MBIF au trimestre précédent et 269.240 MBIF à la même période de 2019.

Graphique 8 : Réserves des banques et interventions de la BRB (en MBIF)

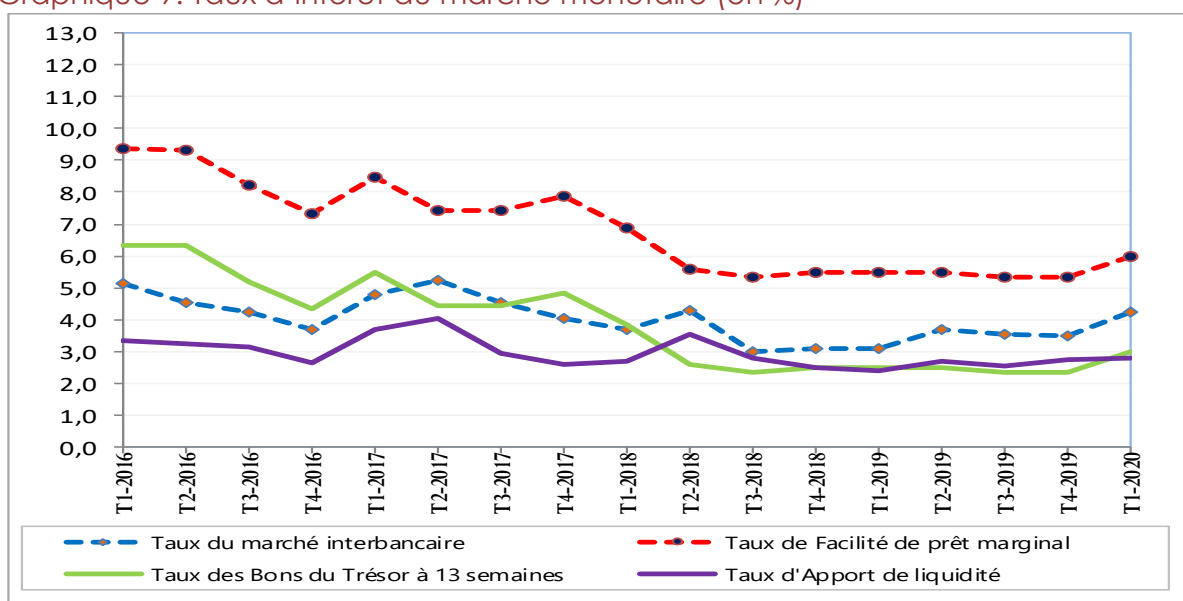


Source : BRB

Les taux moyens pondérés du marché monétaire ont légèrement augmenté au premier trimestre 2020. En effet, le taux d'intérêt moyen sur les apports de liquidité par appel d'offres est passé de 2,76 à 2,78% et celui du marché interbancaire est passé de 3,51 à 4,25%, d'un trimestre

à l'autre. De même, le taux d'intérêt moyen sur la facilité de prêt marginal a augmenté, passant de 5,35 à 6,00%, suite à la hausse du taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 13 semaines auquel il est indexé (3,00 contre 2,35%).

Graphique 9: Taux d'intérêt du marché monétaire (en %)

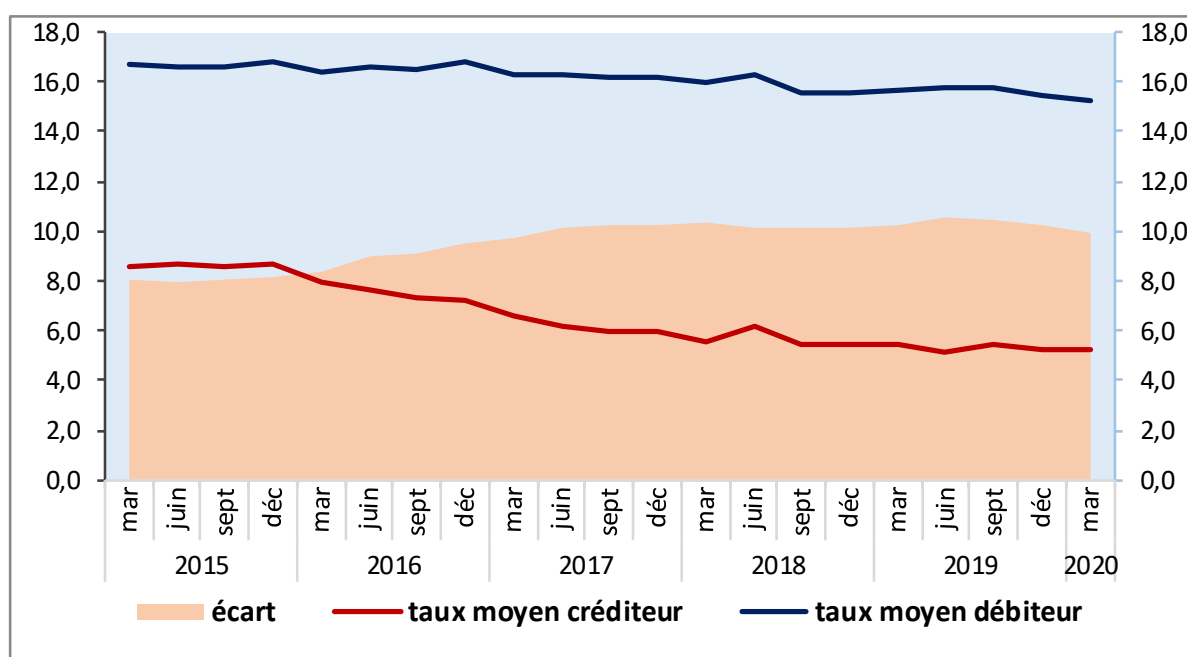


Source : BRB

Le taux d'intérêt moyen de l'encours des crédits a légèrement baissé à fin mars 2020, s'établissant à 15,22 contre 15,49% à fin décembre 2019 et 15,69% à fin mars 2019. D'un trimestre à l'autre, la diminution a concerné les crédits à long terme (12,44 contre 14,24%) alors que ceux à court (15,86 contre 15,84%)

et à moyen termes (15,34 contre 15,23%) ont légèrement augmenté. De même, le taux d'intérêt moyen sur les crédits distribués au cours du premier trimestre 2020 a légèrement baissé, s'établissant à 14,13 contre 15,12% au trimestre précédent et 14,84% à la même période de 2019.

Graphique 10 : Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs moyens (en %)



Source : BRB

Le taux d'intérêt créditeur moyen s'est établi à 5,28% comme à fin décembre 2019 alors qu'il était de 5,46% à la même période de 2019.

### 2.4.2. Base monétaire

En glissement trimestriel, la base monétaire a diminué de 7,8% à fin mars 2020, s'établissant à 643.970,4 contre 698.151,6 MBIF, en liaison avec la baisse, à la fois, des avoirs extérieurs (-29,1%) et intérieurs nets (-2,0%).

S'agissant des composantes de la base monétaire, la diminution a concerné les billets et pièces en circulation (-6,9%) et les dépôts des banques et microfinances (-13,8%). Par contre, les avoirs des établissements financiers et ceux classés dans les divers ont augmenté de 25,2% et 10,8%, respectivement.

Tableau 10: Base monétaire et ses contreparties (en MBIF)

	mar.19	déc.19	mar.2020	Variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Billets et pièces en circulation	329 231,6	414 814,9	386 208,7	-6,9	17,3
Dépôts des banques et microfinances	225 323,6	231 085,3	199 229,7	-13,8	-11,6
Dépôts des établissements financiers	1 904,8	4 340,0	5 434,3	25,2	185,3
Dépôts divers	50 517,6	47 911,4	53 097,7	10,8	5,1
<b>Base monétaire = Contreparties</b>	<b>606 977,6</b>	<b>698 151,6</b>	<b>643 970,4</b>	<b>-7,8</b>	<b>6,1</b>
Avoirs extérieurs nets	-166 782,4	-129 390,7	-167 019,5	-29,1	-0,1
Avoirs intérieurs nets	773 760,0	827 542,3	810 989,9	-2,0	4,8
-Créances nettes sur l'Etat	417 991,1	324 828,0	290 112,4	-10,7	-30,6
-Autres postes nets	355 768,9	502 714,3	520 877,5	3,6	46,4

Source : BRB

En glissement annuel, la base monétaire a augmenté de 6,1% à fin mars 2020, en liaison avec l'accroissement des avoirs intérieurs nets (+4,8%) qui a contrebalancé la faible diminution des avoirs extérieurs nets (-0,1%). Cette augmentation a concerné les billets et pièces (+17,3%), les dépôts des établissements financiers (+185,3%) et les dépôts divers (+5,1%). En revanche, les dépôts des banques et microfinances à la Banque Centrale ont diminué de 11,6%.

L'analyse en termes de contribution à la variation de la base monétaire révèle que la diminution trimestrielle a été d'origine aussi bien interne (2,4 points de pourcentage) qu'externe (5,4 points de pourcentage). En revanche, l'accroissement annuel a été d'origine interne (6,2 points de pourcentage).

Tableau 11 : Contribution à la variation de la base monétaire à fin mars 2020

	Par rapport à déc. 2019	Par rapport à mar. 2019
<b>Avoirs Extérieurs Nets (AEN)</b>	<b>-5,4</b>	<b>-0,1</b>
<b>Avoirs Intérieurs Nets (AIN)</b>	<b>-2,4</b>	<b>6,2</b>
dont: -Créances nettes sur l'Etat	-5,0	-21,0
-Autres postes nets	2,6	27,2
<b>Base monétaire</b>	<b>-7,8</b>	<b>6,1</b>

Source : BRB

**2.4.3. Masse monétaire et contreparties**

Par rapport à fin décembre 2019, la masse monétaire (M3) s'est légèrement accrue de 0,2% à fin mars 2020, se fixant à 2.209,1 contre 2.205,3 Mds de BIF. Cette augmentation a porté sur les dépôts à vue en BIF (+0,9%), les placements à terme et d'épargne (+2,9%) et les dépôts en devises des résidents (+1,4%). En revanche, la circulation fiduciaire hors banques a diminué de 7,0%.

L'augmentation trimestrielle de la masse monétaire a résulté de la hausse des avoirs intérieurs nets (+4,2%), les avoirs extérieurs nets ayant diminué (-47,7%). La progression des avoirs intérieurs nets a concerné l'endettement net de l'Etat (+2,5%), les créances sur l'économie (+2,2%) et les autres postes nets (+8,7%).

Tableau 12 : Masse monétaire et contreparties (en MBIF)

	mars.19	déc.19 (p)	mars.2020 (p)	variation (en %)	
				trimestrielle	annuelle
<b>M3</b>	<b>1 885 235,2</b>	<b>2 205 255,7</b>	<b>2 209 068,4</b>	<b>0,2</b>	<b>17,2</b>
<b>AEN</b>	<b>-229 403,1</b>	<b>-206 340,3</b>	<b>-304 837,5</b>	<b>-47,7</b>	<b>-32,9</b>
<b>AIN</b>	<b>2 114 638,3</b>	<b>2 411 596,0</b>	<b>2 513 905,9</b>	<b>4,2</b>	<b>18,9</b>
-Crédit intérieur	2 456 444,2	2 830 022,4	2 895 923,4	2,3	17,9
Créances nettes sur l'Etat	1 409 336,6	1 621 458,5	1 661 372,0	2,5	17,9
Créances sur l'économie	1 047 107,6	1 208 563,9	1 234 551,4	2,2	17,9
-Autres postes nets	-341 805,9	-418 426,4	-382 017,5	8,7	-11,8

**Source:** BRB

En glissement annuel, la masse monétaire (M3) a augmenté de 17,2%. Cette progression a été tirée par les dépôts à vue (+8,1%), les placements à terme et d'épargne (+42,3%), les avoirs en devises des résidents (+2,9%) et la circulation fiduciaire hors banques (+17,3%).

S'agissant des contreparties, la hausse a concerné les avoirs intérieurs nets (+18,9%), tandis que les avoirs extérieurs nets ont diminué (-32,9%). L'augmentation des avoirs intérieurs nets a porté sur les engagements nets de l'Etat (+17,9%) et les créances sur l'économie (+17,9%), les autres postes nets ayant diminué (-11,8%).

Tableau 13 : Origine de la variation de la masse monétaire à fin mars 2020

	Par rapport à déc. 2019	Par rapport à mars. 2019
<b>Avoirs Extérieurs Nets (AEN)</b>	<b>-4,5</b>	<b>-4,0</b>
<b>Avoirs Intérieurs Nets (AIN)</b>	<b>4,7</b>	<b>21,2</b>
dont: -Crédit Intérieur	3,0	23,3
-Autres Postes Nets	1,7	-2,1
<b>Masse monétaire</b>	<b>0,2</b>	<b>17,2</b>

Source: BRB

La progression de la masse monétaire a été d'origine interne aussi bien en glissement trimestriel (4,7 points de pourcentage) qu'en glissement annuel (21,2 points de pourcentage).

#### 2.4.4. 2.4.4. Avoirs extérieurs du secteur bancaire

A fin mars 2020, les avoirs extérieurs ont baissé de 12,3% en glissement trimestriel alors qu'ils ont augmenté de 22,0% en glissement annuel.

Tableau 14: Avoirs extérieurs (en MUSD)

	Fin de période			variation	
	mars-19	déc-19	mars-20	trimestrielle	annuelle
BRB	72,2	128,5	102,3	-20,4	41,7
Dont: Réserves officielles	56,1	113,5	73,0	-35,7	30,1
Banques commerciales	73,5	74,3	75,5	1,6	2,7
<b>Total</b>	<b>145,7</b>	<b>202,8</b>	<b>177,8</b>	<b>-12,3</b>	<b>22,0</b>

Source : BRB

Les avoirs extérieurs de la BRB ont diminué de 20,4% d'un trimestre à l'autre et se sont accrus de 41,7% en glissement annuel. Ceux des banques commerciales ont légèrement augmenté de 1,6% d'une fin de trimestre à l'autre et de 2,7% en glissement annuel.

Les réserves officielles ont reculé de 35,7% à fin mars 2020 par rapport à fin décembre 2019, s'établissant à 73,0 contre 113,5 MUSD. En revanche, elles se sont accrues de 30,1% en glissement annuel, et couvraient 0,9 mois d'importations de biens et services, contre 0,7 mois à la même période de 2019, alors que le niveau plancher est fixé à 4,5 mois dans les critères de convergence de la CEA.



## 2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière

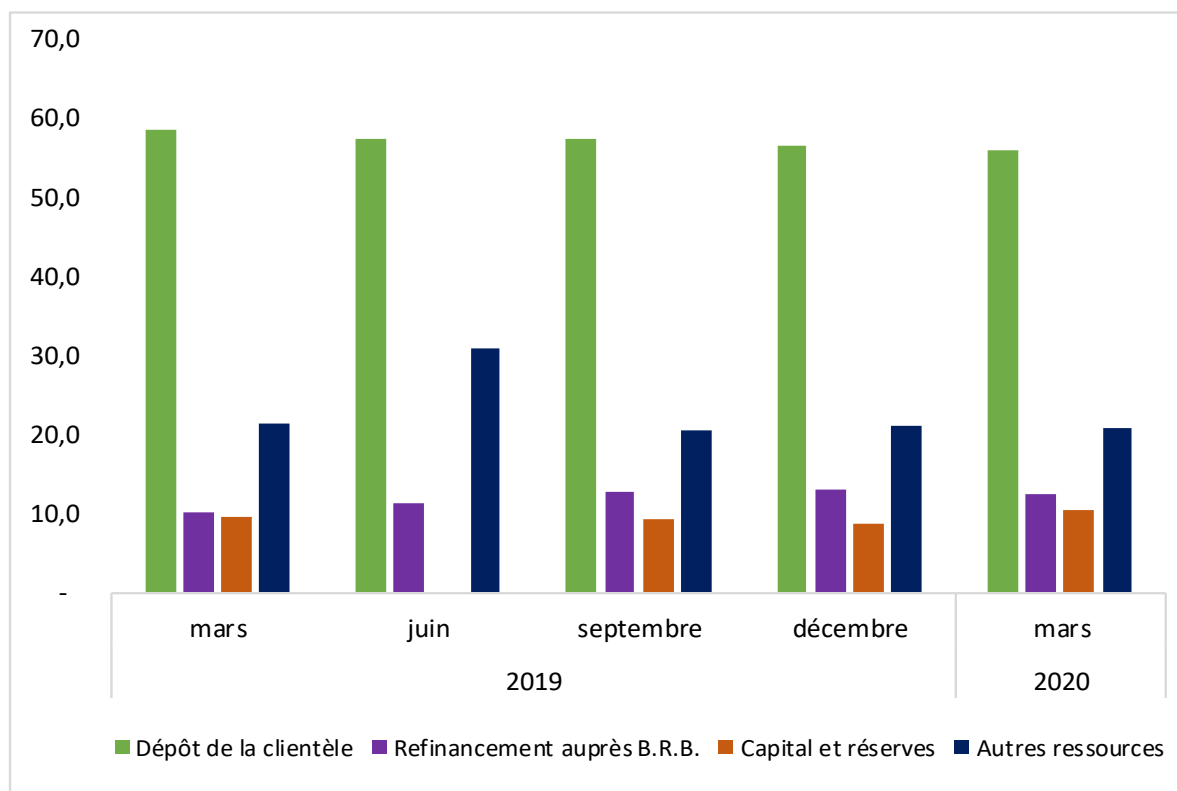
Le total bilan du secteur bancaire s'est accru de 21,3% à fin mars 2020, s'établissant à 3.376,7 contre 2.783,2 Mds de BIF à fin décembre 2019, et de 3,5% par rapport au trimestre précédent. A l'actif, l'augmentation a principalement concerné les crédits à l'économie et à l'Etat. Au passif, en dépit de l'augmentation des dépôts de la clientèle, les refinancements de la Banque Centrale se sont accrus. Au niveau de la stabilité financière, les ratios de solvabilité du secteur sont demeurés dans les limites réglementaires.

### 2.5.1. Evolution de l'activité bancaire

#### 2.5.1.1. Principales ressources

A fin mars 2020, les dépôts de la clientèle ont augmenté de 15,9% en glissement annuel, atteignant 1.889,0 contre 1.630,3 Mds de BIF et de 2,1% en glissement trimestriel. Malgré cette augmentation des dépôts, les refinancements de la Banque Centrale se sont accrus de 46,3% en glissement annuel, se fixant à 420,0 contre 287,1 Mds de BIF et ont légèrement diminué de 1,7% d'un trimestre à l'autre.

Graphique 11 : Répartition des ressources (en % du total)



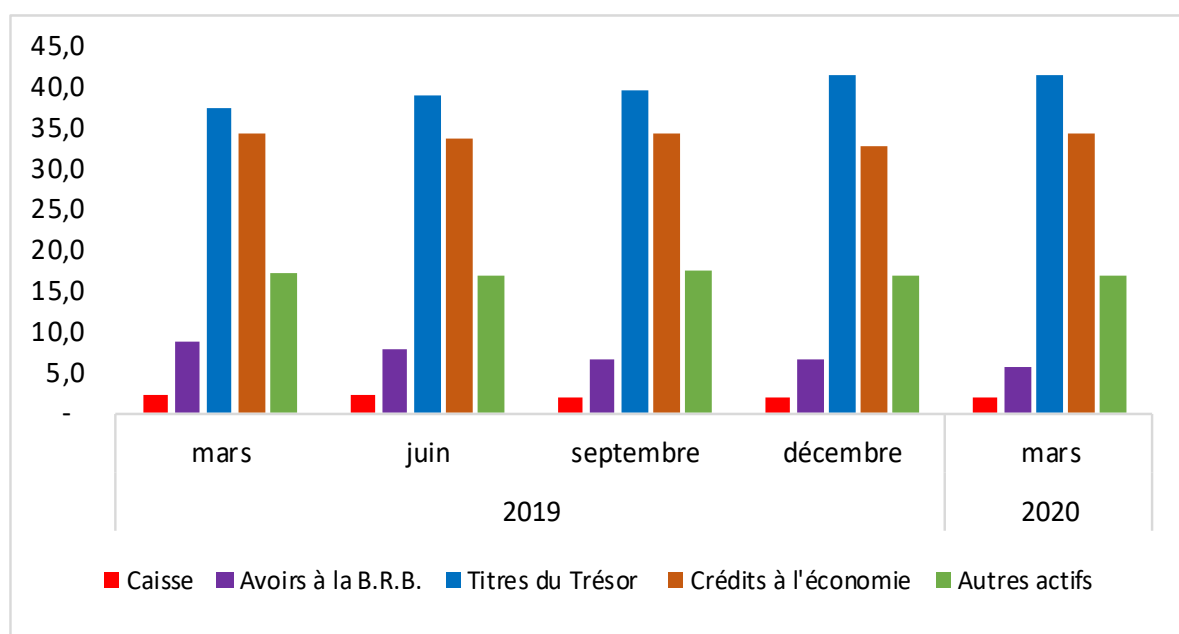
Source: BRB

### 2.5.1.2. Principaux emplois

Les crédits à l'économie ont augmenté de 20,5% en glissement annuel, s'établissant à 1.153,3 contre 957,1 Mds de BIF, et de 7,6% d'un trimestre à l'autre. L'encours

des titres du Trésor s'est accru de 33,8% en glissement annuel, atteignant 1.399,1 contre 1.045,4 Mds de BIF, et de 3,1% d'un trimestre à l'autre.

Graphique 12 : Répartition des emplois du secteur bancaire (en % du total)



Source: BRB

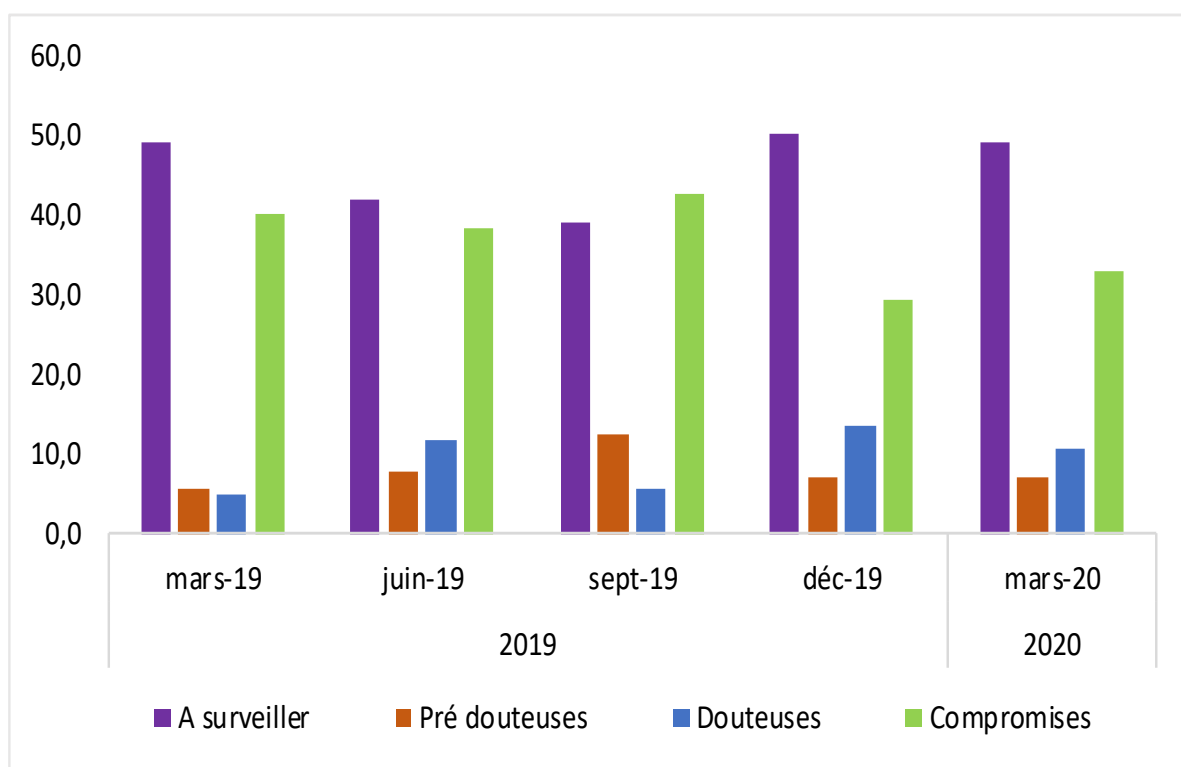
### 2.5.2. Stabilité Financière

#### 2.5.2.1. Qualité du portefeuille crédits

Par rapport à la même période de 2019, les créances impayées ont diminué de 7,1% à fin mars 2020, s'établissant à 150.502,9 contre 162.056,8 MBIF. Cette diminution est liée à la mesure de radiation des créances compromises qui datent de deux ans dans les bilans des établissements de crédit.

La part des créances à surveiller dans le total des créances impayées s'est stabilisée à 49,3% à fin mars 2020 comme à la même période de l'année précédente. Celles des créances pré-douteuses et douteuses ont augmenté, s'établissant à 7,1 et 10,8% contre 5,8 et 4,8%, respectivement. Par contre, la part des créances compromises a régressé, passant de 40,1 à 32,8% à fin mars 2020.

Graphique 13 : Créances impayées par classe (en % du total)

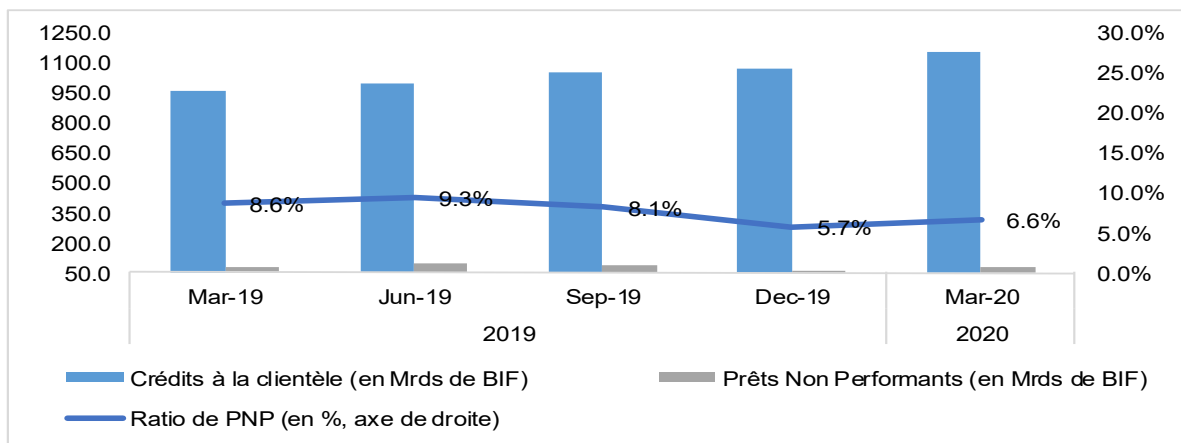


Source : BRB

La qualité du portefeuille crédits, mesurée par le ratio des prêts non performants sur le total des crédits, s'est améliorée, se situant à 6,6 contre 8,6% à fin mars 2019. Le portefeuille crédits alloué à l'agriculture s'est détérioré, le taux de détérioration se fixant à 23,5 contre 5,2% à la même période de 2019. De même,

le portefeuille alloué au tourisme s'est dégradé, avec un taux de détérioration de 38,2 contre 30,3%. Par contre, le taux de détérioration du portefeuille crédits s'est amélioré dans les secteurs de l'industrie (0,9 contre 12,8%), de la construction (6,9 contre 7,5%) et du commerce (5,2 contre 10,5%).

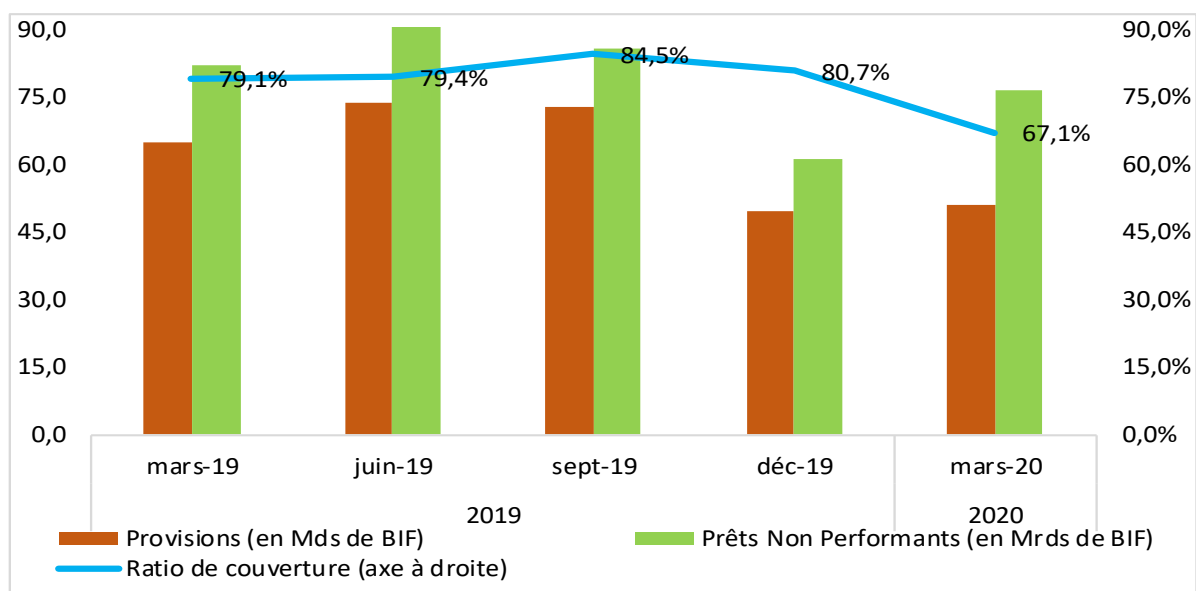
Graphique 14 : Evolution du ratio des prêts non performants (en%)



Source : BRB

Le ratio de couverture des prêts non performants par les provisions a diminué contre 79,1%, et s'établissait à 80,7% à fin décembre 2019, en liaison avec la baisse des créances compromises.

Graphique 15 : Evolution des provisions et taux de couverture



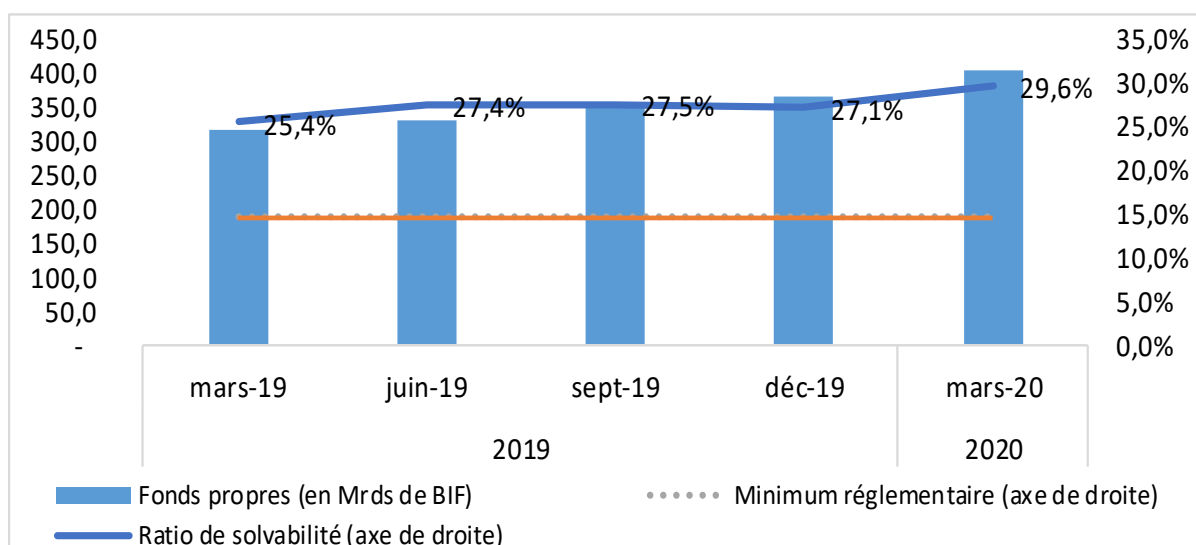
Source : BRB

### 2.5.2.2. Adéquation des fonds propres

Les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté de 27,7% en glissement annuel et de 10,3% d'un trimestre à l'autre, s'établissant à 403,4

315,9 Mds de BIF et 365,7 Mds de BIF à fin décembre 2019. Le ratio de solvabilité globale s'est établi à 29,6% contre 25,4% à fin mars 2019 et 27,2% à fin décembre 2019.

Graphique 16 : Evolution des fonds propres

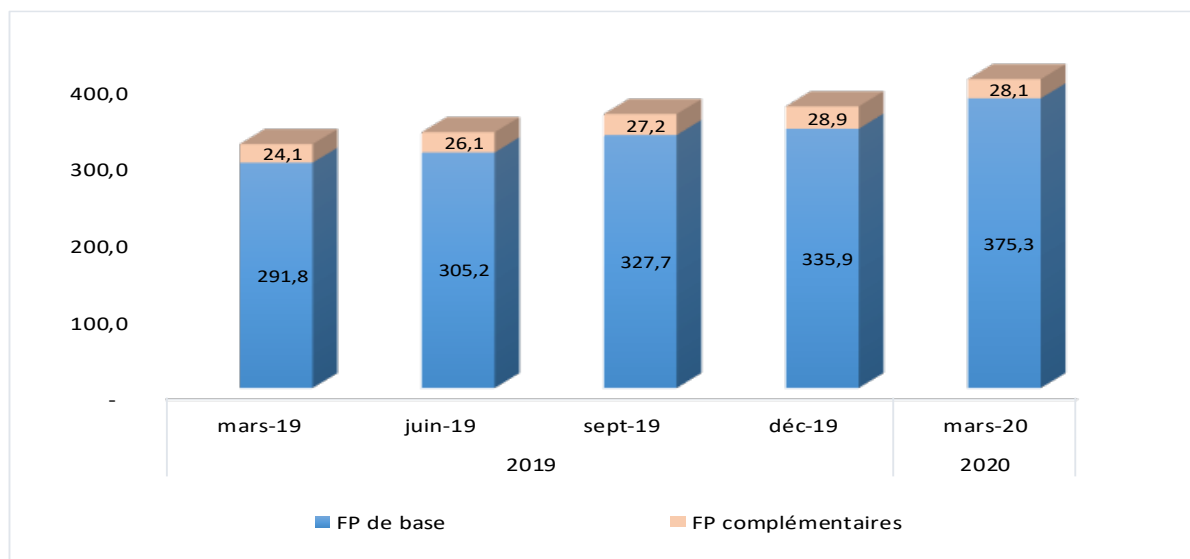


Source : BRB

Les fonds propres de base nets ont augmenté de 28,6% en glissement annuel et de 11,7% d'un trimestre à l'autre, se fixant à 375,3 contre 291,8 Mds de BIF au trimestre correspondant de 2019, en

liaison avec le renforcement des fonds propres par l'incorporation de 65% des bénéfices distribuables de l'exercice 2019 dans les réserves.

Graphique 17 : Composition des fonds propres (en Mds de BIF)



Source: BRB

### 2.5.2.3. Rentabilité du secteur bancaire

Le produit net du secteur bancaire s'est accru de 20,1% en glissement annuel, se fixant à 68.866,1 contre 57.348,1 MBIF. Le résultat net a augmenté de 27,2%, passant de 26.008,6 à 33.071,9 MBIF.

Les rendements moyens des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) se sont quasiment stabilisés, s'établissant, respectivement, à 0,98 et 8,23% à fin mars 2020 contre 0,93 et 8,20% à fin mars 2019.

## CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE

Au premier trimestre 2020, l'activité économique mondiale s'est contractée plus particulièrement dans les pays avancés de l'OCDE, suite aux effets néfastes des mesures de confinement liées à la COVID-19. De même, le commerce mondial a été affecté par cette situation aggravée par la persistance des tensions commerciales et technologiques entre les Etats-Unis et la Chine.

L'inflation a globalement fléchi dans les principaux pays avancés et émergents, en rapport avec la baisse de la demande globale consécutive aux mesures de confinement qui ont entraîné la baisse de la consommation des ménages et des entreprises.

Selon les prévisions du FMI de juin 2020, l'économie mondiale pourrait se contracter de 4,9% en 2020 contre une croissance de 2,9% en 2019. De même, l'activité économique pourrait se replier en Afrique sub-saharienne (-3,2% contre +3,1%). Au niveau de la CEA, il est attendu une contraction de l'activité économique de 1,0% contre une croissance de 5,7% en 2019. Cette région resterait plus résiliente à la crise liée à la pandémie de la COVID-19 par rapport à l'ensemble de l'Afrique Subsaharienne suite aux effets positifs de la baisse du cours du pétrole sur ces économies, aux investissements importants en infrastructures et à l'amélioration de la production agricole dans certains pays de la CEA.

Au niveau de la conjoncture économique nationale, les principales productions du secteur primaire, notamment la production du thé sec a augmenté pendant que la production du café vert a diminué. L'indice de la production industrielle a baissé suite à la diminution de la production de boissons de la BRARUDI et des cigarettes. Après une longue période de déflation, le taux d'inflation a augmenté suite à la hausse des prix des produits alimentaires.

En glissement annuel, la base monétaire et la masse monétaire se sont accrues au premier trimestre 2020, principalement tirées par l'augmentation des avoirs intérieurs nets. Le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé et rentable, et tous ratios de solvabilité sont demeurés au-delà des minimas réglementaires.

Dans le cadre de la mise en œuvre des nouvelles orientations de politique monétaire visant à soutenir les investissements dans les secteurs porteurs de croissance, la BRB a mis à la disposition du secteur bancaire des facilités de refinancements des projets agro-pastoraux et industriels à moindres coûts.

En outre, dans l'objectif de mitiger les effets néfastes qui peuvent survenir de la pandémie de la COVID-19 sur l'économie, la BRB va continuer à fournir de la liquidité nécessaire et suffisante aux établissements de crédit pour financer davantage l'économie nationale.

## LES ANNEXES





## Annexe 1: PIB par branche en Mds de BIF (au prix de 2005)

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Secteur primaire</b>	<b>497,1</b>	<b>498,2</b>	<b>524,2</b>	<b>544,2</b>	<b>567,4</b>
- Agriculture vivrière	431,8	431,5	449,2	464,9	482,1
- Agriculture d'exportation	17,6	20,4	19,7	19,0	20,2
- Café	4,2	6,5	4,6	3,6	4,1
- Thé	12,3	12,1	13,8	14,2	14,7
- Autres cultures d'exportation	1,1	1,8	1,3	1,3	1,4
- Forêt	12,2	13,7	14,9	16,4	18,2
- Elevage	31,6	28,5	36,0	39,1	41,8
- Pêche	3,8	4,1	4,4	4,8	5,1
<b>Secteur secondaire</b>	<b>322,6</b>	<b>347,2</b>	<b>346,0</b>	<b>343,9</b>	<b>355,1</b>
<b>- Extraction</b>	<b>7,7</b>	<b>10,7</b>	<b>12,8</b>	<b>12,5</b>	<b>14,4</b>
- Industries	220,8	238,6	231,0	224,9	229,4
- Industries agroalimentaires	168,4	186,7	178,8	177,0	180,6
- Industries Manufacturières	52,4	51,9	52,2	47,9	48,9
- Industries textiles	9,5	9,2	9,4	9,4	9,6
- Autres industries	42,9	42,7	42,8	38,5	39,3
- Electricité, gaz et eau	7,7	9,1	10,5	11,1	12,2
<b>- Construction</b>	<b>86,3</b>	<b>88,8</b>	<b>91,7</b>	<b>95,4</b>	<b>99,2</b>
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>821,4</b>	<b>853,9</b>	<b>908,7</b>	<b>961,3</b>	<b>1006,1</b>
- Commerce	62,0	65,5	65,6	69,9	72,7
- Transport et communication	66,7	70,2	75,2	78,5	82,2
- Transports	17,6	18,5	19,0	19,8	20,6
- Services de Postes,	49,2	51,7	56,2	58,7	61,6
- Banques et Assurances	102,8	111,6	132,5	145,8	161,8
- Hébergement, Restaurant et	108,7	111,9	114,3	114,4	119,0
- Administration publique	316,7	334,0	356,3	380,5	407,1
- Education	211,7	219,7	238,6	250,5	266,8
- Santé et action sociale	14,4	15,1	17,1	19,0	21,2
- Activités à caractère collectif ou	45,6	45,9	52,3	56,1	60,0
- Services domestiques	4,6	4,6	5,2	5,5	5,9
- SIFIM	-111,8	-124,7	-148,4	-158,8	-190,5
<b>PIB aux coûts des facteurs</b>	<b>1641,1</b>	<b>1699,3</b>	<b>1778,9</b>	<b>1849,4</b>	<b>1928,7</b>
<b>Impôts et Taxes</b>	<b>200,6</b>	<b>213,1</b>	<b>214,6</b>	<b>226,4</b>	<b>236,1</b>
<b>PIB aux prix du marché</b>	<b>1841,7</b>	<b>1912,4</b>	<b>1993,5</b>	<b>2075,8</b>	<b>2164,8</b>

## Annexe 2: Inflation par principales composantes (en %)

	<b>Inflation globale</b>	<b>Inflation alimentaire</b>	<b>Inflation Hors alimentaire</b>
janv-18	6,1	3,2	7,9
févr-18	-1,3	-8,7	8,5
mars-18	-2,6	-11,0	8,3
avr-18	-1,7	-9,6	8,5
mai-18	-1,0	-8,7	8,8
juin-18	-0,4	-7,9	8,8
juil-18	-0,8	-8,5	8,8
août-18	-2,3	-10,9	8,2
sept-18	-5,6	-15,8	6,8
oct-18	-8,4	-20,2	6,2
nov-18	-7,3	-18,7	6,6
déc-18	-5,6	-15,2	5,9
janv-19	-3,8	-10,9	4,4
févr-19	-4,1	-10,9	3,1
mars-19	-2,9	-7,8	2,3
avr-19	-2,2	-6,1	1,9
mai-19	-2,4	-5,7	1,2
juin-19	-4,0	-8,6	0,9
juil-19	-2,6	-6,2	1,1
août-19	-0,6	-2,9	1,6
sept-19	2,0	2,9	1,1
oct-19	4,0	6,4	1,8
nov-19	3,6	6,5	0,8
déc-19	4,9	8,9	1,1
janv-20	5,1	8,6	1,8
févr-20	7,6	13,0	2,6
mars-20	7,1	12,0	2,4

## Annexe 3 : Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	Recettes			Dépenses	Solde global
	Recettes int.	Dons	Totales		
<b>mars-17</b>	73 064,80	13 243,60	86 308,40	87 906,10	-1 597,80
<b>avr-17</b>	51 144,70	9 769,60	60 914,30	98 016,50	-37 102,20
<b>mai-17</b>	54 415,70	8 886,70	63 302,40	87 125,30	-23 822,90
<b>juin-17</b>	65 194,30	22 169,00	87 363,30	88 592,80	-1 229,50
<b>juil-17</b>	67 742,90	11 005,50	78 748,40	87 554,40	-8 806,00
<b>août-17</b>	72 246,70	9 317,20	81 563,90	113 343,30	-31 779,40
<b>sept-17</b>	69 515,00	8 503,20	78 018,20	82 670,90	-4 652,70
<b>oct-17</b>	60 683,30	16 279,20	76 962,50	124 142,80	-47 180,30
<b>nov-17</b>	65 298,00	8 264,80	73 562,80	79 101,30	-5 538,40
<b>déc-17</b>	69 552,50	13 024,20	82 576,70	131 400,00	-48 823,20
<b>janv-18</b>	62 945,10	9 475,40	72 420,50	72 255,80	164,8
<b>févr-18</b>	58 578,40	24 358,30	82 936,70	128 496,30	-45 559,60
<b>mars-18</b>	90 994,60	18 147,30	109 141,90	112 356,80	-3 215,00
<b>avr-18</b>	65 134,60	17 173,80	82 308,40	102 753,10	-20 444,70
<b>mai-18</b>	63 096,80	19 297,10	82 393,90	119 669,80	-37 275,80
<b>juin-18</b>	75 254,20	31 153,20	106 407,40	162 729,20	-56 321,80
<b>juil-18</b>	60 554,70	11 601,30	72 156,00	79 153,40	-6 997,30
<b>août-18</b>	75 622,20	12 063,40	87 685,60	102 781,40	-15 095,90
<b>sept-18</b>	73 977,30	17 554,90	91 532,20	97 407,00	-5 874,80
<b>oct-18</b>	70 957,30	13 169,40	84 126,70	121 865,50	-37 738,80
<b>nov-18</b>	61 412,20	8 713,80	70 126,00	85 930,70	-15 804,70
<b>déc-18</b>	78 361,60	28 541,40	106 903,00	126 953,20	-20 050,20
<b>janv-19</b>	66 765,74	14 412,40	81 178,14	147 591,44	-66 413,29
<b>févr-19</b>	67 427,71	24 367,44	91 795,16	116 847,05	-25 051,89
<b>mars-19</b>	97 566,21	19 018,00	116 584,21	100 670,54	15 913,67
<b>avr-19</b>	76 198,11	19 259,45	95 457,56	152 264,59	-56 807,03
<b>mai-19</b>	69 221,83	20 060,20	89 282,03	129 765,02	-40 483,00
<b>juin-19</b>	99 216,12	32 212,40	131 428,52	116 694,18	14 734,34
<b>juil-19</b>	70 893,23	18 882,46	89 775,68	130 004,84	-40 229,15
<b>août-19</b>	91 851,64	11 589,11	103 440,75	105 382,88	-1 942,13
<b>sept-19</b>	89 691,65	23 581,07	113 272,72	144 925,37	-31 652,65
<b>oct-19</b>	96 140,47	23 253,33	119 393,80	151 672,93	-32 279,13
<b>nov-19</b>	78 123,50	25 896,32	104 019,82	133 010,26	-28 990,44
<b>déc-19</b>	86 974,57	10 652,30	97 626,87	87 539,10	10 087,77
<b>janv-20</b>	84 602,42	11 920,90	96 523,31	109 140,06	-12 616,75
<b>févr-20</b>	70 437,11	21 625,74	92 062,85	107 278,55	-15 215,70
<b>mars-20</b>	104 361,79	19 325,40	123 687,19	118 591,71	5 095,49

## Annexe 4 : Dette publique (en MBIF)

Mois	Dette intérieure				Dette extérieure	Dette Publique Totale
	Avances de la BRB	Bons et Obligations	Autres	Total		
janv-17	708 968,9	583 970,9	36 990,0	1 329 929,8	730 756,4	2 060 686,20
févr-17	720 858,9	613 931,0	38 593,5	1 373 383,4	734 769,9	2 108 153,26
mars-17	741 269,6	627 821,5	48 614,6	1 417 705,6	729 097,9	2 146 803,47
avr-17	733 398,9	643 307,1	44 744,5	1 421 450,5	718 755,2	2 140 205,66
mai-17	748 696,4	660 063,7	46 120,0	1 454 880,1	747 209,9	2 202 090,0
juin-17	748 813,6	676 889,0	41 050,0	1 466 752,6	754 428,4	2 221 181,0
juil-17	732 104,3	676 920,9	40 961,3	1 449 986,5	760 152,9	2 210 139,3
août-17	730 342,1	709 627,0	44 402,2	1 484 371,3	770 343,8	2 254 715,1
sept-17	713 443,5	742 272,1	44 336,2	1 500 051,8	774 953,0	2 275 004,8
oct-17	741 876,6	742 224,8	40 123,5	1 524 224,9	773 687,4	2 297 912,4
nov-17	747 014,0	756 804,4	32 913,2	1 536 731,6	775 221,7	2 311 953,2
déc-17	787 208,1	829 763,9	31 247,7	1 648 219,7	778 292,4	2 426 512,1
janv-18	745 506,8	846 581,2	29 868,4	1 621 956,4	787 987,1	2 409 943,5
févr-18	745 661,6	866 729,8	33 745,7	1 646 137,1	789 859,3	2 435 996,4
mars-18	737 539,1	899 110,7	39 655,5	1 676 305,3	795 087,8	2 471 393,1
avr-18	715 697,6	925 946,4	31 374,4	1 673 018,4	809 971,8	2 482 990,1
mai-18	714 813,1	953 009,4	31 843,6	1 699 666,1	800 922,3	2 500 588,4
juin-18	780 458,1	993 081,2	61 935,9	1 835 475,2	801 839,6	2 637 314,8
juil-18	739 553,0	1 003 048,5	59 864,5	1 802 466,0	803 941,0	2 606 407,1
août-18	722 760,6	1 034 907,2	61 327,5	1 818 995,3	802 130,7	2 621 126,0
sept-18	723 876,1	1 057 501,6	65 477,4	1 846 855,1	804 250,5	2 651 105,6
oct-18	750 952,9	1 074 283,1	63 695,0	1 888 931,0	804 808,3	2 693 739,3
nov-18	749 761,5	1 099 486,2	63 621,6	1 912 869,3	810 165,1	2 723 034,4
déc-18	772 108,5	1 106 829,2	58 884,2	1 937 821,9	815 659,1	2 753 481,0
janv-19	735 898,0	1 170 456,8	59 277,8	1 965 632,6	839 143,1	2 804 775,7
févr-19	754 785,4	1 203 007,7	59 539,4	2 017 332,5	838 878,1	2 856 210,6
mars-19	776 260,3	1 230 561,3	59 993,5	2 066 815,1	842 605,3	2 909 420,4
avr-19	749 554,5	1 264 065,9	60 337,0	2 073 957,4	867 778,9	2 941 736,3
mai-19	741 946,8	1 309 285,8	59 237,2	2 110 469,8	908 183,5	3 018 653,3
juin-19	762 094,0	1 339 778,2	56 733,3	2 158 605,5	916 027,0	3 074 632,5
juil-19	702 399,9	1 357 433,8	57 087,5	2 116 921,2	929 050,5	3 045 971,7
août-19	759 491,5	1 393 116,1	57 417,6	2 210 025,2	932 695,8	3 142 721,0
sept-19	756 889,1	1 417 542,6	64 070,6	2 238 502,3	927 716,5	3 166 218,8
oct-19	751 684,2	1 450 627,6	76 047,9	2 278 359,7	937 501,2	3 215 860,9
nov-19	749 081,8	1 485 146,4	72 960,7	2 307 188,9	940 872,9	3 248 061,8
déc-19	746 479,4	1 497 630,9	70 875,2	2 314 985,5	948 429,4	3 263 414,9
janv-20	746 479,3	1 570 926,4	118 313,7	2 435 719,4	958 521,7	3 394 241,1
févr-20	743 876,9	1 549 530,0	118 906,4	2 412 313,3	960 861,3	3 373 174,6
mars-20	738 672,0	1 583 438,6	119 586,0	2 441 696,6	966 321,6	3 408 018,2

## Annexe 5 : Réserves des banques commerciales

<b>Mois</b>	<b>Réserves totales des banques</b>	<b>Interventions de la Banque Centrale</b>
<b>mars-17</b>	133 496,9	93 971,8
<b>avr-17</b>	152 138,5	97 130,4
<b>mai-17</b>	141 232,6	94 778,2
<b>juin-17</b>	118 531,9	76 500,5
<b>juil-17</b>	95 342	101 518
<b>août-17</b>	115 927	118 005
<b>sept-17</b>	121 733	113 145
<b>oct-17</b>	125 576	123 451
<b>nov-17</b>	129 441	117 240
<b>déc-17</b>	157 967	130 194
<b>janv-18</b>	172 260	154 539
<b>févr-18</b>	170 882	168 632
<b>mars-18</b>	167 621	171 915
<b>avr-18</b>	143 711	211 263
<b>mai-18</b>	164 888	240 642
<b>juin-18</b>	153 401	261 700
<b>juil-18</b>	170 178	296 208
<b>août-18</b>	171 713	290 076
<b>sept-18</b>	166 234	298 588
<b>oct-18</b>	158 420	286 969
<b>nov-18</b>	146 546	268 534
<b>déc-18</b>	150 237	248 370
<b>janv-19</b>	163 427	258 199
<b>févr-19</b>	165 114	267 534
<b>mars-19</b>	192 194	281 986
<b>avr-19</b>	167 995	292 282
<b>mai-19</b>	163 240	315 130
<b>juin-19</b>	170 302	334 215
<b>juil-19</b>	153 993	339 205
<b>août-19</b>	157 630	345 488
<b>sept-19</b>	152 207	363 439
<b>oct-19</b>	156 012	394 511
<b>nov-19</b>	146 124	403 814
<b>déc-19</b>	155 224	406 075
<b>Jan 20</b>	154 268	436 181
<b>fév. 20</b>	174 541	459 837
<b>Mars 20</b>	182 136	442 928

## Annexe 6 : Taux d'intérêts du marché monétaire (en %)

Mois	Marché interbancaire	Facilité de prêt marginal	Apport de liquidité	Bons du Trésor à 13 semaines
mars-17	6,00	9,01	4,92	6,01
avr-17	6,00	7,96	5,36	4,96
mai-17	5,50	7,17	3,85	4,165
juin-17	4,20	7,14	2,92	4,135
juil-17	5,14	6,98	3,34	3,98
août-17	4,32	7,45	2,70	4,45
sept-17	4,21	7,92	2,73	4,92
oct-17	-	8,19	2,52	5,19
nov-17	4,08	8,25	2,50	5,25
déc-17	4,00	7,13	2,79	4,13
janv-18	3,77	7,02	2,75	4,02
févr-18	3,64	6,98	2,54	3,98
mars-18	-	6,59	2,84	3,59
avr-18	-	6,16	3,19	3,16
mai-18	4,45	5,51	3,57	2,51
juin-18	4,17	5,07	3,82	2,07
juil-18	-	5,13	3,17	2,13
août-18	3,00	5,29	2,60	2,29
sept-18	-	5,57	2,65	2,57
oct-18	3,00	5,50	2,76	2,50
nov-18	3,00	5,48	2,29	2,48
déc-18	3,34	5,48	2,42	2,48
janv-19	3,11	5,53	2,48	2,53
févr-19	-	5,50	2,48	2,50
mars-19	-	5,50	2,41	2,50
avril-19	3,66	5,48	2,63	2,48
mai-19	3,67	5,50	2,69	2,50
juin-2019	3,69	5,50	2,82	2,50
juillet-19	3,68	5,45	2,55	2,45
août-19	3,58	5,35	2,55	2,35
sept-19	3,40	5,29	2,59	2,29
Oct-19	3,34	5,22	2,65	2,22
Nov-19	3,62	5,20	2,63	2,20
Déc-19	3,56	5,63	2,99	2,63
Jan 20	3,99	5,68	3,21	2,68
Fév. 20	4,78	5,88	2,54	2,88
Mars 20	3,97	6,00	2,58	3,00

## Annexe 7 : Indicateurs d'activité du secteur bancaire (en MBIF)

	31/03/2019	31/12/2019	31/03/2020	Variation ann. en %	Variation trim. en %
<b>I. EMPLOIS</b>	<b>2 783 197,7</b>	<b>3 262 128,0</b>	<b>3 376 714,0</b>	<b>21,3</b>	<b>3,5</b>
<b>I.1. PRINCIPAUX EMPLOIS</b>	<b>2 365 619,5</b>	<b>2 790 509,6</b>	<b>2 905 449,9</b>	<b>22,8</b>	<b>4,1</b>
<b>A. Actifs Liquides</b>	<b>1 408 536,4</b>	<b>1 718 999,2</b>	<b>1 752 129,6</b>	<b>24,4</b>	<b>1,9</b>
Caisse	62 071,9	61 950,0	62 933,5	1,4	1,6
B.R.B.	241 497,2	216 492,4	188 969,2	-21,8	-12,7
Comptes ordinaires des banques et assimilés	59 561,2	83 580,5	101 155,9	69,8	21,0
Etablissements de crédit	4 881,0	8 157,7	24 853,2	409,2	204,7
IMFs	3 215,4	2 883,6	2,3	-99,9	-99,9
Correspondant étranger	51 464,8	72 539,0	78 693,7	52,9	8,5
Bons, Obligations du Trésor	1 045 406,1	1 356 976,3	1 399 070,9	33,8	3,1
<b>B. Crédits</b>	<b>957 083,1</b>	<b>1 071 510,4</b>	<b>1 153 320,4</b>	<b>20,5</b>	<b>7,6</b>
Court terme	448 388,0	508 545,1	523 048,7	16,7	2,9
Moyen terme	322 092,0	337 969,4	346 209,4	7,5	2,4
Long terme	186 603,1	224 996,0	284 062,3	52,2	26,3
Crédits bail	-	-	-	-	-
<b>I.2. Actif Immobilisé</b>	<b>139 318,3</b>	<b>160 123,8</b>	<b>162 455,8</b>	<b>16,6</b>	<b>1,5</b>
<b>I.3. Autres</b>	<b>278 259,9</b>	<b>311 494,7</b>	<b>308 808,3</b>	<b>11,0</b>	<b>-0,9</b>
<b>II. RESSOURCES</b>	<b>2 783 197,7</b>	<b>3 262 128,0</b>	<b>3 376 714,0</b>	<b>21,3</b>	<b>3,5</b>
<b>II.1. Principales ressources</b>	<b>2 451 847,0</b>	<b>2 766 938,6</b>	<b>2 958 416,4</b>	<b>20,7</b>	<b>6,9</b>
Clientèle	1 630 331,1	1 850 092,3	1 888 950,6	15,9	2,1
dont 10 grands dépôts des banques	756 859,1	839 538,5	863 697,4	14,1	2,9
Refinancement auprès B.R.B.	287 105,3	427 469,4	420 000,0	46,3	-1,7
Autres	-	-	-	-	-
Comptes ordinaires des banques et assimilés	269 212,2	199 768,6	290 835,2	-	45,6
Etablissements de crédit	129 380,0	53 825,8	80 514,7	-37,8	49,6
IMFs	85 867,1	91 945,7	111 599,3	30,0	21,4
Correspondant étranger	53 965,1	53 997,1	98 721,2	82,9	82,8
Capital et réserves	265 198,4	289 608,3	358 630,6	35,2	23,8
<b>II.2. Autres</b>	<b>331 350,7</b>	<b>495 189,5</b>	<b>418 297,6</b>	<b>26,2</b>	<b>-15,5</b>
<b>III. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE</b>					
<b>Adéquation des fonds propres</b>					
Fonds propres de base nets	291 795,4	336 110,0	375 270,2	28,6	11,7
Fonds propres	315 906,8	365 741,8	403 391,3	27,7	10,3
Risques pondérés	1 242 385,9	1 346 811,1	1 363 397,9	9,7	1,2
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	23,5	25,0	27,5	-	-
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	25,4	27,2	29,6	-	-
Ratio de levier (norme 5%)	10,5	10,3	11,1	-	-
<b>Qualité et concentration des crédits</b>					
Grands risques	175 773,1	336 299,3	364 882,03	107,6	8,5
Créances à surveiller	79 832,2	61 324,9	74 152,5	-7,1	20,9
Créances pré douteuses	9 401,0	8 776,1	10 693,5	13,7	21,8
Créances douteuses	7 819,7	16 658,4	16 232,1	107,6	-2,6
Créances compromises	65 004,0	35 774,0	49 424,8	-24,0	38,2
Créances Non performantes	82 224,7	61 208,4	76 350,5	-7,1	24,7
Impayés	162 056,8	122 533,3	150 502,9	-7,1	22,8
Dépréciations	65 004,1	49 419,6	51 208,7	-21,2	3,6
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	34,4	32,8	34,2	-	-
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts	37,6	41,6	41,4	-	-
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base	358,3	403,7	372,8	-	-
Taux des prêts non performants	8,6	5,7	6,6	-	-
Taux d'impayés	16,9	11,4	13,0	-	-
Taux de provisionnement	79,1	80,7	67,1	-	-
Grands risques/Total crédits bruts (en %)	18,4	31,4	31,6	-	-
<b>Liquidité</b>					
Coefficient de liquidité en BIF	276,6	226,1	232,0	-	-
Coefficient de liquidité en devises	97,7	133,4	171,1	-	-
Total crédits/total dépôts	58,7	57,9	61,1	-	-
<b>Rentabilité et performance</b>					
Résultat avant impôt	29 148,4	126 805,3	34 940,8	19,9	-72,4
Résultat net de l'exercice	26 008,6	119 260,3	33 071,9	27,2	-72,3
Produit Net Bancaire	57 348,1	256 013,6	68 866,1	20,1	-73,1
ROA	0,93	3,7	0,98	4,8	-
ROE	8,23	32,6	8,20	-0,4	-